

Commune de BARISIS-AUX-BOIS (02)

Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation

Document n°1

"Vu pour être annexé
à la délibération du

approuvant le
Plan Local d'Urbanisme"

Cachet et Signature
du maire :



2, voie d'Isle – 51 420 Witry-lès-Reims

tél : 03 26 50 36 86 – fax : 03 26 50 36 80

e-mail : geogram@wanadoo.fr

SOMMAIRE

Introduction	4
Le Plan Local d'Urbanisme : Définition	4
Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu	5
 1ERE PARTIE PRESENTATION ET ANALYSE DES COMPOSANTES DU TERRITOIRE COMMUNAL	 8
1. Approche globale du territoire	9
1.1 Situation géographique et administrative de la commune	9
1.2. Le territoire communal : principales caractéristiques.....	10
1.3. Présentation historique	12
2. Le milieu physique	14
2.1. Géomorphologie	14
2.2. Géologie.....	14
2.3. Hydrologie.....	16
2.4. Climatologie	16
3. Le patrimoine naturel et bâti	18
3.1. Le massif de Saint-Gobain.....	18
3.2. Unités paysagères	18
3.3. Les sensibilités paysagères	18
3.4. Organisation et caractéristiques des zones bâties	22
4. Les composantes sociodémographiques de la commune.....	24
4.1. Démographie	24
4.2. Habitat.....	26
4.3. La situation économique de la commune de BARISIS.....	27
5. Les servitudes et contraintes.....	30
5.1. Les servitudes d'Utilité Publique.....	30
5.2. Projet d'Intérêt Général.....	30
5.3. Les contraintes diverses	31

2^{EME} PARTIE DIAGNOSTIC COMMUNAL EXPLICATION ET TRADUCTION DES ORIENTATIONS D'URBANISME DEFINIES DANS LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE 36

1. Explication des orientations d'urbanisme définies dans le P.A.D.D.	37
1.1. En matière socio-économique	37
1.2. En matière paysagère et environnementale	38
2. Traduction de ces orientations dans les documents graphiques (zonage du PLU)..	40
2.1. Favoriser le développement des zones d'habitat.....	40
2.2. Valoriser les espaces naturels et urbains en tenant compte des zones à risque du territoire	43
3. Traduction de ces orientations dans les documents écrits (règlement du PLU) et motifs des limitations administratives à l'utilisation du sol.....	45
3.1. Zone Urbaine (Zone U)	45
3.2. Zone à urbaniser (Zone AU)	51
3.3 Zone A	58
3.4 Zone N	62
4. Superficies des zones et secteurs du PLU	67
4.1. Tableau récapitulatif des superficies de chaque zone et secteur	67
4.2. Capacité d'accueil théorique des zones à urbaniser du P.L.U.	68

3^{EME} PARTIE INCIDENCES DES DISPOSITIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT... 69

1. Impact sur l'agriculture.....	70
2. Impact sur le paysage et le milieu naturel	70
2.1. Le milieu naturel.....	70
2.2. Le paysage urbain	72
3. Impact sur la santé publique, l'eau et les déchets	72
3.1. Le bruit.....	72
3.2. L'air	72
3.3. Gestion des déchets	72
3.4. Alimentation en eau potable	73
4. Autres impacts	74
4.1. Les zones à risque du territoire communal.....	74
4.2. Trafic et sécurité routière	75
4.3. Impact sur le patrimoine archéologique	75

ANNEXES..... 76

Introduction

La commune de BARISIS-AUX-BOIS souhaite élaborer un Plan Local d'Urbanisme par la délibération du 22 décembre 2004. Le Plan Local d'Urbanisme est un document de planification qui organise l'avenir du village et régit l'occupation des sols comme le faisait le Plan d'Occupation des Sols. Il vise à répondre à de nouveaux besoins comme le développement de l'habitat ou encourager le dynamisme économique.

Le Plan Local d'Urbanisme : Définition

Le Plan Local d'Urbanisme (remplaçant les Plans d'Occupation des Sols depuis l'adoption de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000) constitue le document fondamental de la planification urbaine locale. Il permet d'assurer conformément aux dispositions de l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 :

- ✓ L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- ✓ La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.
- ✓ Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Conformément à l'article L 123-1 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, le P.L.U. expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il comporte (conformément à la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003) un règlement qui fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Le Plan Local d'Urbanisme : Contenu¹

1 / Le rapport de présentation (article R 123-2 du code de l'urbanisme) qui :

- ↳ Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L123-1 du code de l'urbanisme,
- ↳ Analyse l'état initial de l'environnement,
- ↳ Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application de l'alinéa a de l'article L123-2,
- ↳ Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

2 / Le projet d'aménagement et de développement durable (article R 123-3 du code de l'urbanisme) qui définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L 110 et L 121-1, les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune.

3 / Les orientations d'aménagement sectoriel (article R 123-3 du code de l'urbanisme) qui peuvent préciser :

- Les mesures de nature à préserver les centres-villes et les centres de quartiers, les développer ou en créer de nouveaux ;
- Les actions et opérations relatives à la restructuration ou à la réhabilitation d'îlots, de quartiers ou de secteurs, les interventions destinées à lutter contre l'insalubrité et à restructurer, restaurer ou réhabiliter des îlots ou des immeubles ;
- Les caractéristiques et le traitement des rues, sentiers piétonniers et pistes cyclables et des espaces et ouvrages publics à conserver, à modifier ou à créer ;

¹ Article R 123-1 du code de l'urbanisme

- Les actions et opérations d'aménagement de nature à assurer la sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers ;
- Les conditions d'aménagement des entrées de ville en application de l'article L 111-1-4 ;
- Les mesures de nature à assurer la préservation des paysages.
- Elles peuvent prévoir également, par quartier ou par secteur, les actions et opérations d'aménagement mentionnées au 3ème alinéa de l'article L123-1.
- Elles peuvent prévoir également, par quartier ou par secteur, les actions et opérations d'aménagement mentionnées au 3ème alinéa de l'article L123-1 (article R 123-3-1 du code de l'urbanisme).
- Les dispositions relatives aux ZAC, prévues aux a et b de l'article L123-3 doivent figurer dans le règlement du PLU ou dans les orientations d'aménagement ou leurs documents graphiques.

4 / Le règlement (*article R 123-4 du code de l'urbanisme*) qui comporte :

- ✓ **Les pièces écrites** qui fixent les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones définies aux documents graphiques dans les conditions prévues à l'article R 123-9 :

Le règlement peut comprendre tout ou partie des règles suivantes :

- Les occupations et utilisations du sol interdites ;
- Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ;
- Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public
- Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement, ainsi que, dans les zones relevant de l'assainissement non collectif délimitées en application de l'article L. 224-10 du code général des collectivités territoriales, les conditions de réalisation d'un assainissement individuel ;
- La superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée ;
- L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ;
- L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;
- L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété ;
- L'emprise au sol des constructions ;
- La hauteur maximale des constructions ;
- L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords ainsi que, éventuellement, les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysage, des quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger mentionnés au i de l'article R. 123-11 ;
- Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement ;

- Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations ;
- Le coefficient d'occupation du sol et le cas échéant, dans les zones d'aménagement concerté, la surface de plancher développée hors œuvre nette dont la construction est autorisée dans chaque îlot.

✓ **Les documents graphiques** qui font apparaître :

- **Le plan de zonage** de l'ensemble du territoire communal. Il existe plusieurs types de zones :
 - **Les zones urbaines dites « zones U »** : Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
 - **Les zones à urbaniser dites "zones AU"** : Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation
 - **Les zones agricoles dites "zones A"** : Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.
 - **Les zones naturelles et forestières dites "zones N"** : Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.
- Les espaces boisés classés, les emplacements réservés, les terrains cultivés à protéger et inconstructibles, etc.

5 / Les annexes et servitudes d'utilité publique (article R 123-14 du code de l'urbanisme) qui comprennent :

- ✓ **Les pièces écrites** avec la liste et le texte des différentes servitudes applicables sur le territoire communal ainsi que des données concernant le mode de collecte des ordures ménagères, le réseau d'eau potable et d'assainissement.
- ✓ **Les documents graphiques** : Plan des servitudes d'utilité publique, plans du réseau d'eau potable, plans de l'assainissement...



1ERE PARTIE

PRESENTATION ET ANALYSE DES COMPOSANTES DU TERRITOIRE COMMUNAL

1. Approche globale du territoire

1.1 Situation géographique et administrative de la commune

Canton	Coucy-le-Château-Auffrique
Arrondissement	Laon
Département	Aisne
Population	736 habitants (informations mairie)
Superficie	1 511 hectares

➤ La commune de BARISIS est située en Picardie, au centre du département de l'Aisne; à l'Ouest de Laon, dont le centre est distant d'environ 20 km, et de 25 km de Soissons, au nord. Cette localisation lui permet de bénéficier de leur influence notamment en termes d'emplois et d'équipements. Le territoire occupe une superficie totale de **1 511 hectares** pour une population de **669 habitants** (recensement INSEE de 1999, prochain recensement partiel prévu en 2008)².

Ce département, au territoire vallonné, englobe entre la région du Nord et le Bassin parisien toute une succession de « pays » aux caractères particuliers :

- ⇒ à l'**Est**, la frange du plateau ardennais, couverte de forêts,
- ⇒ au **Nord**, la Thiérache bocagère et le bombement crayeux du Vermandois,
- ⇒ au **Centre**, les campagnes du Laonnois, accidentées de buttes témoins et le Soissonnais aux plateaux calcaires tapissés de limons fertiles,
- ⇒ au **Sud**, les vallonnements du Tardenois et une portion de la Brie champenoise.

Le territoire communal appartient à l'ensemble paysager du massif de Saint-Gobain, vaste zone boisée au relief marqué.



² Le nombre d'habitants serait proche de 736, d'après les informations obtenues en mairie.

BARISIS est située en lisière des forêts domaniales de Saint-Gobain et de Coucy-Basse. Elle est située en un point de confluence de plusieurs vallées.

➤ D'un point de vue administratif, la commune de BARISIS appartient au canton de Coucy-le-Château Auffrique et à l'arrondissement de Laon.

BARISIS appartient à la Communauté de communes du Val de l'Ailette qui regroupe 19 communes, soit 8 261 habitants. Elle a été créée le 22 décembre 1997 et ses compétences sont :

- L'aménagement de l'espace communautaire : définition d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement, définition d'un schéma de cohérence territoriale, développement de l'attractivité des communes, actions tendant à éviter la désertification rurale ;
- Le développement économique : Maintien et développement de l'activité agricole, industrielle, artisanale, touristique et tertiaire du bassin de vie, actions pour favoriser l'accueil et l'environnement des entreprises, aides indirectes aux entreprises, soutien social à la population ;
- Les équipements sportifs, culturels et scolaires : prise en charge, fonctionnement et investissement de matériels des écoles élémentaires ou maternelles et des cantines associées à l'intérieur du périmètre de la Communauté ;
- Le logement et le cadre de vie : acquisition de terrains ou d'immeubles vacants pour développer l'offre de logements locatifs ;
- La protection et la mise en valeur de l'environnement : collecte et traitement des ordures ménagères.

Par ailleurs, BARISIS-AUX-BOIS fait également partie du périmètre retenu dans le cadre du pays Chaunois, arrêté au 30 mai 2006. Celui-ci s'étend sur trois communautés de communes : Chauny-Tergnier, Val de l'Ailette et villes d'Oyse, regroupant 61 communes et 64 293 habitants.

1.2. Le territoire communal : principales caractéristiques

Les limites communales de BARISIS-AUX-BOIS jouxtent celles de :

- Servais et Saint-Gobain, au Nord ;
- Septvaux et Fresnes à l'Est ;
- Verneuil sous Coucy au Sud ;
- Folembay et Sinceny à l'Ouest.

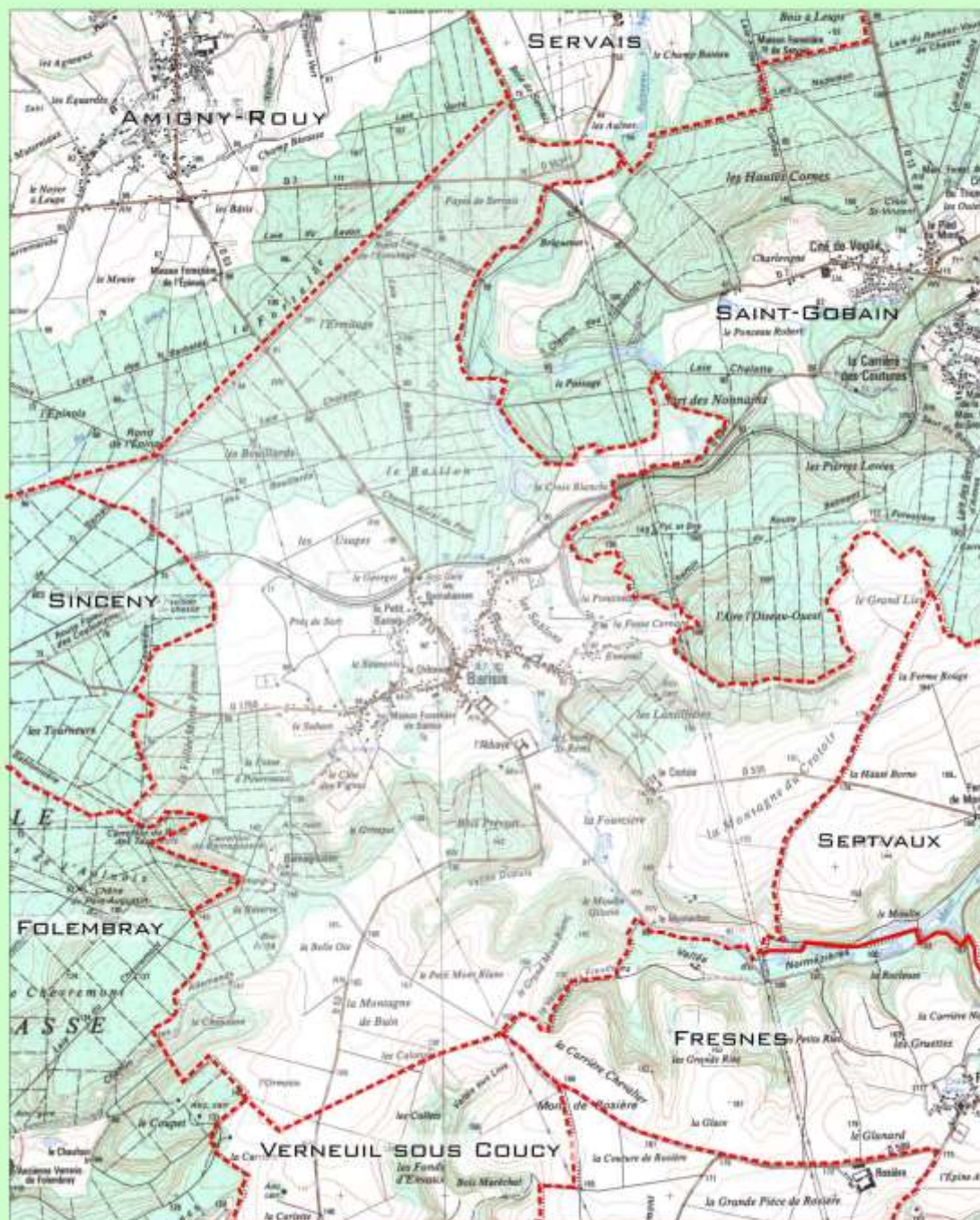
PLAN LOCAL D'URBANISME DE BARISIS



RAPPORT DE PRÉSENTATION

LOCALISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL

Source: carte IGN au 1/25000



Le territoire s'étend dans le massif de Saint-Gobain sur superficie de 1 511 hectares. Celui-ci est bien desservi puisque quatre routes départementales :

- RD 1750 reliant BARISIS à Sinceny ;
- RD 534 menant à Saint-Gobain ;
- RD 535 traversant le territoire communal du Nord au Sud, permettant de rejoindre Amigny-Rouy et Verneuil sous Coucy. Le trafic y est réduit ;
- RD 53 reliant Septvaux à l'Est, classée de 3^{ème} catégorie.

Ainsi, les barisiens peuvent rejoindre la RD1 qui traverse le département du Nord au Sud en passant par Saint Quentin et Soissons, et les départementales 32 et 44 pour accéder au réseau autoroutier et aux départements voisins que sont l'Oise et la Marne.

BARISIS se trouve à 20 minutes de Laon, de Saint Quentin, de Chauny, et de Soissons

Le territoire communal se compose d'une partie basse au centre, là où s'est développé le bourg, aux intersections des axes routiers et des cours et d'une partie plus escarpée entourant le village. Le relief limite les extensions du bourg vers l'Est.

Les bois occupent ces pentes, et ce principalement au Nord et sur la frange Est. Les terrains cultivés, par défaut, sont situés au Nord de la zone bâtie (jusqu'aux bois), mais surtout au Sud et sur la pointe Est du territoire.

1.3. Présentation historique³

Malgré les différents noms portés par ce bourg, (Barisiaco, barisi, Bairési, Bairesi, Berzy ou Bairzy⁴) les traces de tombeaux celtes et d'une nécropole gallo-romaine montrent que les premiers habitants étaient installés dans la commune avant le 4^{ème} siècle.

La nécropole semble dater de cette période. De plus, BARISIS est assez proche d'une ancienne voie gallo-romaine : la Chaussée de Brunehaut.

Aucune information historique n'a été trouvée entre cette période d'occupation et le VII^{ème} siècle.



Céramiques retrouvées dans la nécropole

⁴ A noter, la situation du village au milieu des bois, qui lui valu le complément « aux bois » dans sa dénomination.

En 661, un écrit a été retrouvé attestant que Chidéric II se serait dépossédé de la terre de BARISIS afin de la donner à l'évêque Saint Armand. Ce dernier y fit bâtir une abbaye.

Le village a été occupé par les allemands durant la première guerre mondiale. Lors du retrait de cette armée sur la ligne de Hindenburg en 1916, le village est entièrement détruit. Il ne reste qu'un pan de mur rue des Dames ainsi que les murs de l'abbaye pour en témoigner.

Les bois du territoire doivent d'ailleurs, en partie, leur relief aux trous d'obus et aux tranchées faits durant ce combat.



En 1922, le Maréchal Joffre a attribué un don pour la reconstruction du village qui a reçu par la suite la croix de guerre avec palmes. Peu de pierres ont été réutilisées : la mairie a été reconstruite avec celles-ci. Une briqueterie a été construite pour permettre la reconstruction de l'ensemble du bourg. La brique est donc le matériau principal utilisé pour les façades des maisons.



La seconde guerre n'a pas épargné, non plus la commune. Les carrières de Bernagousse ont servi de dépôt de munitions.

2. Le milieu physique

2.1. Géomorphologie

La commune de BARISIS se trouve sur la feuille La Fère de la carte géologique réalisée par le Bureau de recherches géologiques et minières. Ce territoire est occupé par le massif de Saint-Gobain, butte témoin lutécienne.

2.2. Géologie

2.2.1. Terrains sédimentaires

Lutécien supérieur (e_{5e}) : Calcaires à Cérithes ; marnes et caillasses

Cette formation marno-calcaire à montmorillonite et attapulгите, présente au sud du territoire, renferme une faune marine ou laguno-marine ; les marnes contiennent des gastéropodes en quantité importante.

Lutécien inférieur et moyen (e_{5a-d})

Il s'agit de calcaire présent sur une large profondeur (30 mètres) constituant l'ossature du massif de Saint-Gobain

Yprésien supérieur (e_{4a}) : Sables de Cuise

Ces sables fins, argileux et glauconieux ont une couleur variant du grisâtre au verdâtre.

2.2.2. Formations superficielles

Colluvions de dépression, de fond de vallée, et de piedmont (CV)

Elles résultent de l'accumulation de matériaux dans des zones déprimées par solifluxion. Elles sont limoneuses ou sablo-limoneuses.

Limons loessiques (L)

Ces dépôts sont issus de poussières transportées par le vent aux époques glaciaires. Ils sont présents sur une faible épaisseur sur la feuille étudiée.

Limons sableux (LS)

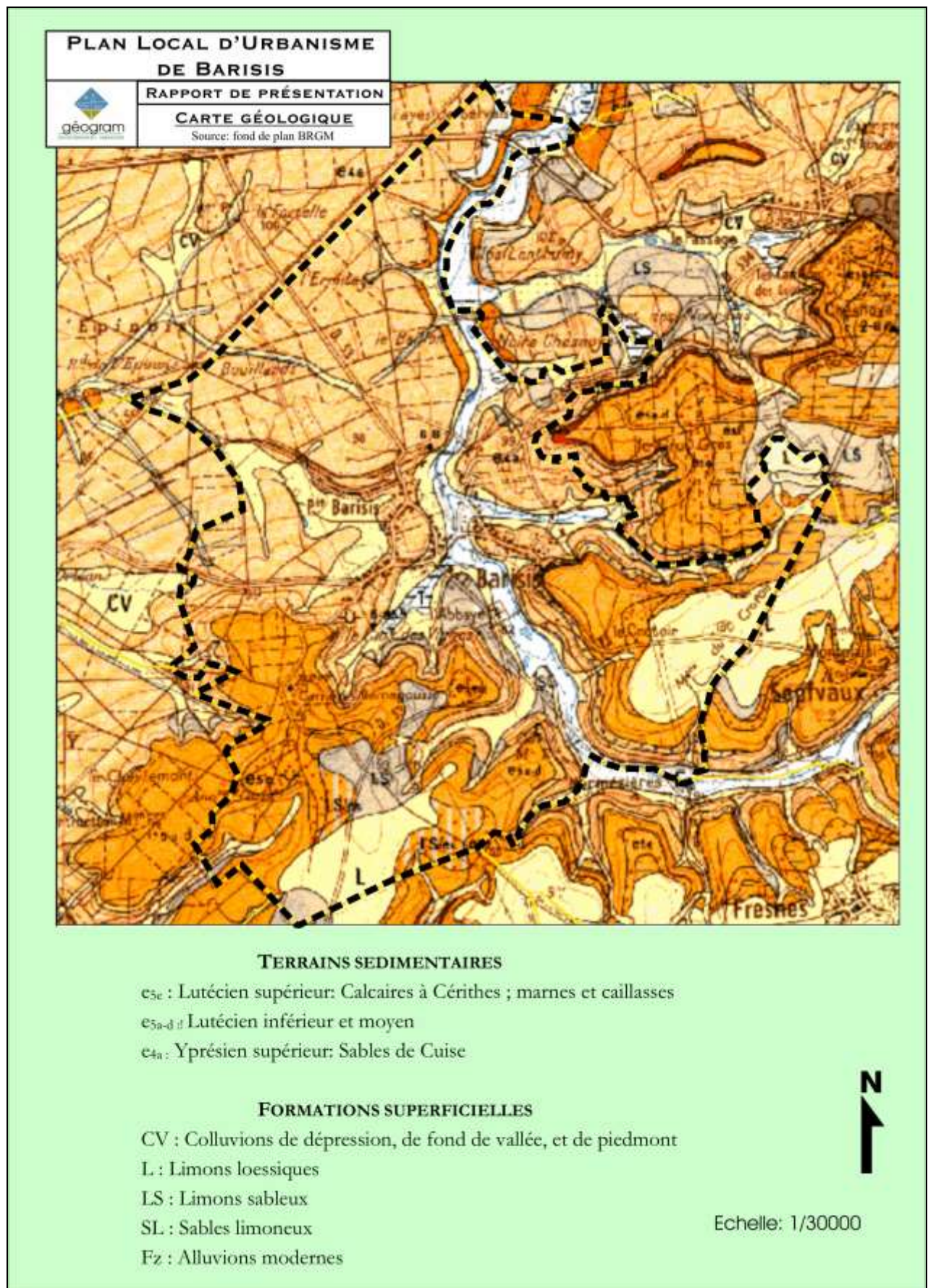
Ils contiennent entre 15 et 65% de sable; ils ont été enrichis par les sables tertiaires lors du dépôt ou d'un remaniement extérieur.

Sables limoneux (SL)

Il s'agit de sables généralement issus du Thanétien et reposants directement sur la craie.

Alluvions modernes (Fz)

Dans la vallée de l'Ailette, les colluvions sont constitués d'argiles et de limons fins souvent calcarifères. Des tourbes se développent ponctuellement sur le territoire.



La composition des sous-sols à dominante calcaire a favorisé le développement de carrières afin d'y extraire des pierres à bâtir pour les maisons de BARISIS et de ses environs, ainsi que des pierres de liard exploitées pour l'entretien des chemins et des routes.

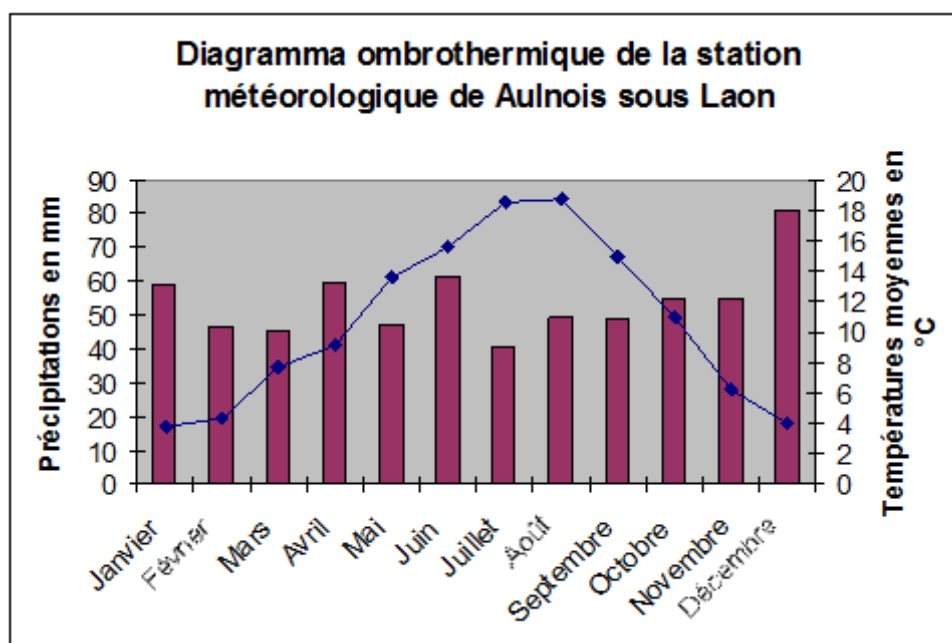
2.3. Hydrologie

Différents rus et ruisseaux se succèdent, traversant le territoire communal : le ménil ruisseau, le ru du ménil, le ru de Grève, le ruisseau de Servais ponctués par de petits plans d'eau.

2.4. Climatologie

Le climat dans le département de l'Aisne est un climat typique du bassin parisien, sous influence océanique, avec des nuances continentales.

Pour appréhender le climat de BARISIS, nous nous référons aux données météorologiques entre 1989 et 1999, de la station d'Aulnois sous Laon, située à 20km à l'est.



Le département de l'Aisne, comme d'ailleurs la majeure partie du Nord du Bassin Parisien, possède un climat tempéré océanique à influence continentale.

2.4.1. Les Températures

La moyenne annuelle des températures oscille autour de 10.6°C et, en moyenne mensuelle, aucun mois ne connaît de températures moyennes inférieures à 0°C.

Toutefois, des variations saisonnières peuvent se faire sentir :

- En été, les températures restent relativement douces (moyennes mensuelles ne dépassant pas 19°C).
- En automne, les températures baissent de façon sensible, mais restent assez douces. Une rupture des températures peut être remarquée en novembre, mois durant lequel elles passent à 6.2°C (contre 11 en moyenne en octobre).
- En hiver, les températures moyennes mensuelles restent positives et supérieures à 1°C.
- Au printemps, les températures restent fraîches (moyenne mensuelle inférieure à 10°C).

2.4.2. Les Précipitations

Les précipitations sont réparties régulièrement tout au long de l'année, avec une hauteur moyenne mensuelle variant de 40.9mm en juillet à 61.8°C en juin. Toutefois, les mois de décembre sont, eux, particulièrement pluvieux avec des précipitations atteignant 81.1mm.

2.4.3. Les Vents

La région de BARISIS, à l'image de ce qui prévaut dans le Bassin parisien, est caractérisée par des vents relativement faibles venant surtout de l'ouest. Ils sont plus fréquents et plus violents en hiver en raison du régime dépressionnaire régnant alors dans le Bassin de Paris.

3. Le patrimoine naturel et bâti

3.1. Le massif de Saint-Gobain

BARISIS se situe dans l'unité paysagère de Saint-Gobain, caractérisée par son massif boisé au relief marqué. Entre la vallée de l'Ailette et celle de l'Oise, il se présente en forme d'anneau. Les villages bordent cette zone boisée, au pied des versants.

Le massif s'est développé sur un relief mouvementé entaillé par de petites vallées, contrastant avec la monotonie du plateau agricole au Nord de l'Aisne. Il présente une végétation abondante permise notamment par le réseau d'eau omniprésent (rivières, rus, étangs et mares), paysage très attractif pour les randonneurs.

La forêt a pu être conservée car, elle a longtemps été domaine royal, et est devenue domaine d'État au XIX^{ème}. Les boisements privés ont eux été défrichés afin de permettre les cultures.

3.2. Unités paysagères

Il est possible de distinguer quatre modes d'occupation du sol communal :

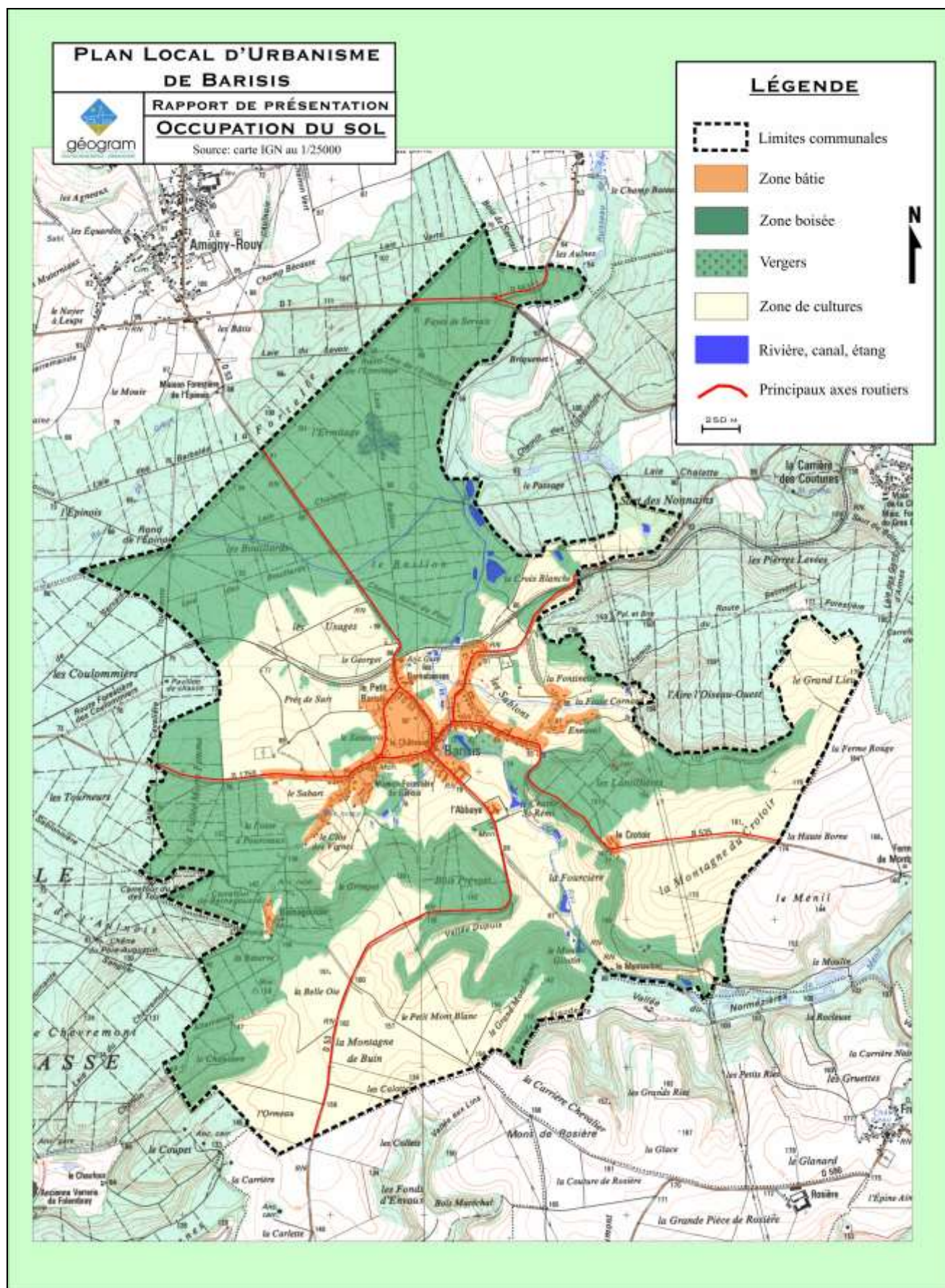
- les zones bâties : le centre bourg, situé au croisement des routes départementales n°1750 et n°53, regroupe une large partie des barisiens. Toutefois, quelques hameaux sont aussi parsemés sur le territoire.
- la zone boisée s'étend sur près de 740ha. Elles se composent notamment de chênes, de hêtres et de bouleaux.
- le réseau hydraulique traversant la commune du Sud vers le Nord. La présence de rus et de ruisseaux a su favoriser l'implantation d'activités industrielles, grandes consommatrices d'eau.
- les terres restantes ont une vocation agricole. Y sont cultivés : la betterave à sucre en premier lieu mais aussi de chanvre et de céréales.

3.3. Les sensibilités paysagères

3.3.1. Éléments jouant sur la sensibilité paysagère

La constitution d'un paysage dépend de différents processus :

- ♦ **Dynamiques environnementales** : modelant le relief, la nature du sous-sol, du sol, du climat, influant sur la couverture végétale.
- ♦ **Dynamiques humaines** : des structures agraires aux villes et industries, l'homme fait évoluer les paysages selon ses besoins et les progrès technologiques.



Les types de paysage, d'aujourd'hui, sont hérités des siècles passés. Cependant, le paysage est en constante évolution principalement sous l'influence des dynamiques humaines. Elles portent essentiellement sur l'occupation des sols, le bâti et les voies de circulation. Ces évolutions contribuent-elles à améliorer ou dégrader le paysage ? S'inscrivent-elles dans un souci de conserver le paysage en place ou de le faire évoluer vers un autre type de paysage ?

D'autres facteurs peuvent être utilisés pour qualifier un paysage :

- ♦ Les perspectives, par exemple, dans un paysage très ouvert et plat, le clocher d'un village devient un point d'accroche définissant une perspective pour l'observateur.
- ♦ Les volumes auront un impact différent selon le lieu d'implantation : sur une hauteur, un bâtiment paraîtra plus imposant que dans un vallon. Les volumes participent au rythme du paysage.
- ♦ Le rythme, une allée d'arbres ponctuant le paysage casse la monotonie d'un paysage de plaine.

3.3.2. Principales sensibilités paysagères sur le territoire communal de BARISIS

Grâce à la combinaison de ces différents facteurs, il est possible de définir trois zones de sensibilité paysagère sur le territoire communal de BARISIS-AUX-BOIS.

➔ **Les zones très sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère est bonne et un aménagement n'est pas conseillé risquant de nuire à la qualité paysagère.

Cette zone correspond essentiellement aux abords du ruisseau du Mesnil. Ceux-ci sont humides, et en fond de vallée, favorisant le développement d'un cordon boisé par endroit. Une construction dans ces secteurs n'est pas conseillée.

➔ **Les zones sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère est bonne mais qui ne sont généralement pas être le lieu de perturbations importantes.

Il s'agit en premier lieu des coteaux escarpés et boisés. Ce relief permet des ouvertures visuelles qu'il convient de préserver.

➔ **Les zones peu sensibles** : ce sont les secteurs où la qualité paysagère présente moins d'intérêt.

Les terrains à vocation agricole peuvent être considérés comme peu sensibles. Ils favorisent de grandes percées visuelles mais n'ont pas de caractère que par ses grandes étendues dégagées.

PLAN LOCAL D'URBANISME DE BARISIS



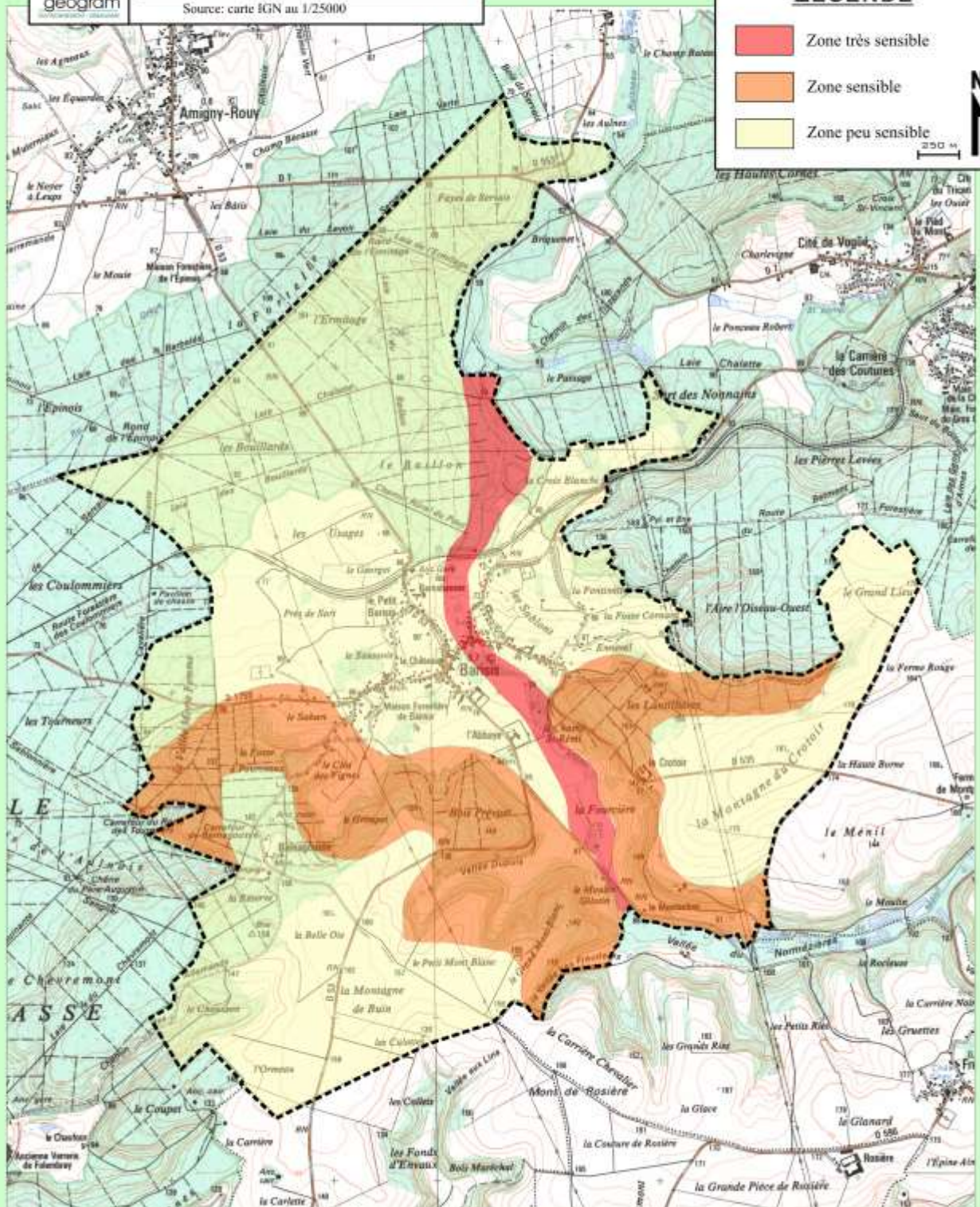
RAPPORT DE PRÉSENTATION

SENSIBILITÉS PAYSAGÈRES

Source: carte IGN au 1/25000

LÉGENDE

- Zone très sensible
- Zone sensible
- Zone peu sensible



3.4. Organisation et caractéristiques des zones bâties

3.4.1. Organisation des zones bâties

Comme la plupart des villages de la vallée de l'Aisne, .BARISIS-AUX-BOIS s'est établi au pied du coteau. La silhouette du village s'insère harmonieusement dans le paysage grâce à l'imbrication du bâti et du végétal. La transition entre les espaces urbanisés et ceux qui ne le sont pas s'effectue en douceur et ce grâce à la végétation qui se positionne autour de la zone agglomérée, marquant les entrées de ville.

La morphologie urbaine suit le tracé des coteaux ; lorsque ceux-ci dessinent des échancrures, comme c'est le cas à BARISIS, le village se positionne perpendiculairement à la vallée et parallèlement à la voirie. C'est également le cas pour les habitations situées au hameau de BERNAGOUSSE.

La commune comporte, en effet, plusieurs constructions isolées. Le hameau de BERNAGOUSSE en accueille le plus grand nombre. Une dizaine de constructions se sont développées au cœur de la forêt domaniale et communale de Coucy-Basse. Au lieu-dit « L'Abbaye », on trouve également plusieurs bâtiments. Toutefois, aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un hameau mais plutôt de la continuité du bourg-centre qui s'étend dans ce sens. On compte également, au Crotoir, une ferme isolée encore en activité.

Le domaine bâti de BARISIS se compose :

- Du tissu ancien, centre actuel du bourg, de taille réduite, regroupé autour de la mairie et s'étendant vers l'église : rue du Marais, rue de l'église, rue du bloc...
- Des extensions plus récentes de l'habitat réalisées principalement au coup par coup, au gré des opportunités foncières, le long des axes de circulation et donnant ainsi, une forme très étirée au bourg : Rue du Rond d'Orléans, Rue de Bernagousse, Rue Eugène Boucher, Rue en Leval...

3.4.2. Caractéristiques des zones bâties

⇒ Époques de construction

La moitié du parc a été construit avant 1949. S'entremêlent au centre du bourg, des constructions d'époque variées. La composition urbaine de BARISIS ne permet pas de distinguer pas (ou peu) géographiquement les secteurs anciens des plus récents en son cœur.

Toutefois, il apparaît plus nettement que plus on s'éloigne du centre du village, plus les constructions sont récentes.

⇒ Implantation des constructions

Il n'y a pas de règle générale en matière d'implantation des constructions. On distingue seulement des tendances : S'il y a quelques constructions implantées en alignement sur rue, elles se situent davantage au cœur du bourg : rue de la Ville ou Rue du Moutier. Parmi celles-ci quelques unes sont également construites sur une des limites des parcelles riveraines.

Persiste davantage une autre forme d'alignement. Rue de Bernagousse, Rue Eugène Boucher ou Rue de Grémont, les constructions sont alignées mais en retrait par rapport à la voirie. Ainsi, elles se trouvent entourées de jardins quelque soit la taille de la parcelle.

⇒ Hauteur et volume des constructions

Mélangées dans le tissu urbain, les hauteurs et volumes des habitations permettent d'identifier les périodes de construction.

L'habitat ancien est généralement plus haut et plus massif. Il se tient sur trois niveaux (dont un étage sous combles).

Le bâti récent s'appuie sur seulement un étage avec des combles également aménageables.

⇒ Délimitation des propriétés

Comme on l'a vu, les constructions ne permettent pas systématiquement d'identifier les limites de parcelles. Souvent des murets surmontés de grilles marquent la délimitation des propriétés.

⇒ Toitures et matériaux de couverture des constructions

✓ Les toitures des constructions anciennes présentent des toitures à 2 pans principalement en ardoise ou en tuile, ponctuées de fenêtres de toit prenant la forme de châssis ou de lucarnes et de cheminées.

✓ Les toits des constructions plus récentes sont semblables dans la forme (ils sont à deux pans) mais l'inclinaison et la couleur varient. Pour gagner en volume, les pentes de toits sont plus souvent supérieures à 45° alors qu'elles sont inférieures pour le bâti plus ancien. De même, la couleur n'est pas similaire ; elle tend plus vers le brun voire le rouge.

⇒ Façades des constructions

Le matériau de prédilection est évidemment la brique rouge en façade, en tout cas pour les habitations anciennes. Les encadrements des ouvertures sont également en brique mais teintes de couleurs claires. Celles-ci servent aussi parfois à délimiter les niveaux.

Les constructions récentes ont des façades enduites de couleur claire (beige).

4. Les composantes sociodémographiques de la commune

Les données utilisées pour analyser la structure socio-économique communale sont issues des recensements effectués par l'I.N.S.E.E. BARISIS a été recensée en 1999 et le sera de nouveau en 2008.

4.1. Démographie

➤ Évolution démographique de la commune de BARISIS

Population sans doubles comptes en 1999 : 669

Superficie en km² du territoire communal : 15

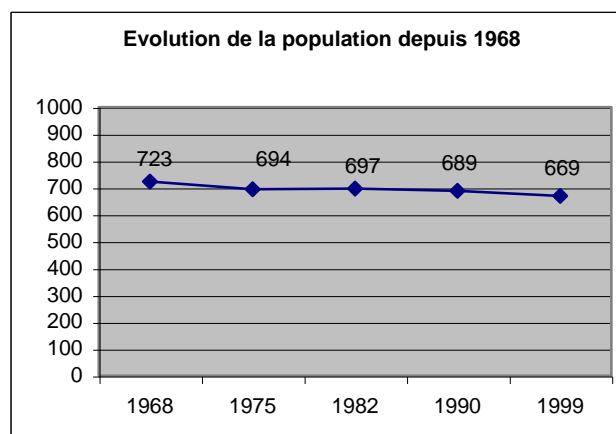
Densité en 1999 (nombre d'habitants au km²) : 44.6

Évolution de la population					
	1968	1975	1982	1990	1999
Population sans doubles comptes	723	694	697	689	669

Évolution démographique				
	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Naissances	75	47	53	62
Décès	69	54	64	52
Solde naturel	6	-7	-11	10
Solde migratoire	-35	10	3	-30
Variation totale	-29	3	-8	-20

Taux démographiques (moyennes annuelles)				
	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Taux d'évolution globale	-0,59%	0,06%	-0,14%	-0,33%
Dû au solde naturel	0,12%	-0,14%	-0,20%	0,16%
Dû au solde migratoire	-0,71%	0,20%	0,05%	-0,49%

Entre 1968 et 1999, année du dernier recensement, BARISIS a vu sa population diminuer. Sur cette période, la commune a perdu 54 habitants, soit près de 7,5% de sa population. Cette diminution n'a toutefois pas été linéaire :



- entre 1968 et 1975, la population diminuait à un rythme élevé de 0,59% par an
- entre 1975 et 1982, on n'a constaté l'arrivée de trois nouveaux barisiens.
- depuis 1982, le nombre d'habitants décroît.

On constate un nombre de naissances assez important depuis 1982 à BARISIS et un nombre de décès en baisse ; le solde naturel est positif depuis 1990. Le solde migratoire contrebalance cette évolution puisque, entre 1990 et 1999, 20 habitants sont partis de BARISIS.

D'après les informations obtenues en mairie, la population de BARISIS tendrait à s'accroître de nouveau. Elle compterait aujourd'hui 736 habitants (en 2007). Ceci démontre l'attrait de la commune.

➤ Structure par âge de la population

Répartition de la population par tranches d'âge entre 1990 et 1999						
	1982	%	1990	%	1999	%
0 -19 ans	211	30,27	171	24,85	164	24,51
20 -39 ans	175	25,11	190	27,62	157	23,47
40 - 59 ans	177	25,39	180	26,16	198	29,60
60 -74 ans	89	12,77	98	14,24	114	17,04
75 ans et plus	45	6,46	49	7,12	36	5,38
Total	697		688		669	

Le tableau précédent indique un certain vieillissement de la population barisienne : le poids des classes les plus jeunes diminue dans la population totale au profit des tranches d'âges supérieurs ; les plus de 75 ans voient, quant à eux leur part diminuer.

➤ Structure des ménages

La taille moyenne des ménages a subi une légère baisse entre les deux derniers recensements passant de 2,72 individus par ménage à 2,67 individus en 1999.

	1990	%	1999	%
1 personne	53	20,95	43	17,13
2 personnes	81	32,02	99	39,44
3 personnes	46	18,18	42	16,73
4 personnes	45	17,79	44	17,53
5 personnes	19	7,51	15	5,98
6 personnes et plus	9	3,55	8	3,19
Total des ménages	253		251	
Population des ménages	688		669	
Taille des ménages	2,72		2,67	

Autre tendance à signaler, les revenus nets annuels moyens des habitants de BARISIS-AUX-BOIS plus forts que dans le reste du département de l'Aisne. En effet, en 1997, le revenu moyen par foyer fiscal était de 83 565 francs contre 80 707 francs pour le reste du département. De même, le pourcentage de personnes non imposables est inférieur (49,6% à BARISIS-AUX-BOIS. contre 53.3.% dans le département.

4.2. Habitat

➤ Évolution de la part des catégories de logements de 1982 à 1999

Évolution du nombre de logements			
	1982	1990	1999
Ensemble des logements	297	310	312
Résidences principales	237	254	250
Nombre moyen d'occupants des résidences principales	2,9	2,7	2,7
Résidences secondaires et logements occasionnels	38	33	23
Logements vacants	22	23	39

Depuis 1982, on assiste à une évolution constante du parc de logements à BARISIS due principalement à une hausse du nombre de résidences principales, notamment entre 1982 et 1990 (+17 résidences principales). En 1999, on comptait 312 logements dont 250 occupées en tant que résidences principales.

Autre tendance à signaler la hausse significative du nombre de logements vacants, passant de 23 en 1990, à 39 en 1999. Ainsi, ils représentaient en 1999, 12,5% du parc de logements de la commune (contre 7% du parc de 1990).

Résidences principales selon le statut d'occupation en 1999		
	Nombre	%
Ensemble	250	
Propriétaires	213	85,20
Locataires	32	12,8
<i>Dont logement HLM</i>	31	12,4
<i>Dont logement non HLM</i>	0	-
<i>Dont meublé, chambre d'hôtel</i>	1	0,4
Logés gratuitement	6	2,4

Les résidences principales en augmentation par rapport à 1982 prennent en grande majorité la forme de maisons individuelles ou de fermes (98%). Elles sont occupées à 85 % par des propriétaires

Le parc de logements de la commune de BARISIS peut-être qualifié de confortable, puisque près de 95 % des résidences principales disposent des installations sanitaires minimales. A signaler également que 47% de ces résidences principales disposent de 5 pièces et plus.

Ensemble des logements selon l'époque d'achèvement		
Époque d'achèvement	1999	%
Avant 1949	147	47
1949 - 1974	90	29
1975 - 1989	60	19
1990 et après	15	5

Il s'agit d'un parc assez ancien puisque 47% des habitations ont été construites avant 1949. Le rythme de construction s'est poursuivi depuis. Depuis 1990, 15 nouvelles constructions ont été réalisées.

Par ailleurs, 7 permis ont été délivrés en 2004 et 3 en 2005, et 14 certificats ont été déposés en 2005 ainsi que 9 en 2006. On constate une réelle demande de terrains à bâtir sur la commune.

Au total, entre 1999 et 2006, 15 habitations ont été construites on voit le nombre de logement vacants diminuer fortement.

4.3. La situation économique de la commune de BARISIS

➤ Répartition de la population active en 1999

	Commune	Département
Population active ⁵	287	232 354
Population active ayant un emploi :	246	194 817
- Salariés	216	172 969
- Non salariés	30	21 848
Dont Indépendants	12	
Dont Employeurs	15	
Dont Aides familiaux	3	

⁵ Ensemble des personnes qui ont un emploi ou qui en cherchent un et des jeunes gens qui font leur service national.

➤ Lieu de résidence – lieu de travail de la population active en 1999

Lieu de résidence – lieu de travail			
Actifs ayant un emploi	1999		Évolution de 1990 à 1999
	Nombre	%	
Ensemble	246		0%
Travaillent et résident dans la même commune	42	17	-31,1%
Travaillent et résident dans 2 communes différentes	204		10,3%
- de la même unité urbaine	0	-	-
- du même département	178	72	11,9%
- de départements voisins	26	11	0%

La population active totale représente environ 36 % de la population totale de la commune ; près de 86% de ces personnes actives exerçaient un emploi au moment du recensement. Parmi les personnes qui ont un emploi, 12,2% exercent une profession à leur compte ou aident leur conjoint et 87,8% sont salariées).

Parmi la population active, on dénombre 41 chômeurs (14,28%). Le taux de chômage est légèrement inférieur à la moyenne départementale.

Le taux de migration alternante est élevé puisque seulement 17 % de la population active occupée qui exerce un emploi travaille au sein de la commune. Néanmoins, les personnes travaillant à l'extérieur de la commune de BARISIS travaillent en grande majorité au sein du même département.

➤ Les Activités économiques du territoire communal

✓ Pour la commune de BARISIS., les résultats du recensement agricole effectué en 2000 indiquent la présence de 8 exploitations sur le territoire communal dont 6 à titre professionnel. Elle nécessite l'emploi de 12 actifs familiaux, soit 17 UTA (équivalent temps plein).

Ainsi, 626 hectares de BARISIS ont une vocation agricole dont 523 de terres labourables. On y cultive la betterave à sucre, le chanvre (bien qu'il ne soit plus le produit le plus cultivé à BARISIS) et des céréales (398 ha).

En 1988, on recensait 10 exploitations sur la commune.

Sur ces 6 exploitations, 3 sont soumises au Régime des Installations Classées, générant des périmètres de protection (100mètres).

A noter également, l'activité de la Champignonnière de Bernagousse, soumise à cette réglementation.

✓ L'activité industrielle, autrefois dédiée à la fabrication de textile grâce à la culture du chanvre, semble désormais dominée par la fabrique de sucre.

✓ D'après l'inventaire communal de l'I.N.S.E.E. réalisé en 1998 et les informations obtenues en mairie, divers commerces et services permettent aux habitants de satisfaire les besoins de première nécessité. On dénombre à BARISIS :

- En alimentaire : une boulangerie, un traiteur ;
- En restauration : un restaurant ;
- D'autres artisans pratiquent une activité à BARISIS : on y trouve un couvreur, deux maçons et une entreprise d'espaces verts

✓ La commune dispose également de divers équipements publics et associations participant au dynamisme local :

- Équipements publics : mairie, agence postale communale (APC), écoles maternelle et élémentaire comptant plus de 70 enfants, salle polyvalente, bibliothèque, stade de football avec vestiaires, court de tennis, boulodrome ;
- Associations diverses : association du Foyer Rural (atelier théâtre, gestion du court de tennis, concours des maisons illuminées), association Sports et Loisirs (organisation des Foulées de BARISIS Aux Bois, courses pédestres de niveau régional), La Pétanque (organisation de nombreuses compétitions), association sportive de BARISIS Aux Bois (football avec convention de mise à disposition du stade de football communal à l'Union Sportive Chaunoise), association des chasseurs de BARISIS Aux Bois, association chasse et protection de la nature, association des anciens combattants...

La commune développe aussi une offre culturelle de qualité : décentralisation du festival des clowns de Tergnier, accueil du festival des marionnettes en chemin, représentation théâtrale et exposition d'artistes plasticiens, concert de gospel, création de la « Fête le cochon » manifestation culturelle, gastronomique et festive.

A noter également que la commune entend encore développer ce niveau d'équipement. Une maison de services publics de proximité devrait prendre forme à BARISIS courant 2007. Un cabinet médical devrait également voir le jour.

5. Les servitudes et contraintes

5.1. Les servitudes d'Utilité Publique

Le territoire communal de .BARISIS est affecté de diverses servitudes d'utilité publique dont la liste a été fixée par arrêté ministériel du 11 mai 1984⁶. Ces servitudes doivent être prises en compte dans le PLU conformément à l'article R 126-1 du code de l'urbanisme.

Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et de certains équipements

➤ Lignes électriques (I4)

La commune est concernée par cette servitude pour deux lignes :

- La ligne Beautor – Soissons Saint-Paul (63kV)⁷ ;
- La ligne Beautor – Soissons Notre-Dame – Dérivation Rupreux (225kV).

Pour la seconde, le périmètre de servitude s'étend :

- autour d'un rayon de 30 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure, le centre du cercle étant constitué par l'axe vertical des supports de la ligne ;
- sur une largeur de 10 mètres de part et d'autre de la projection verticale au sol des câbles de la ligne.

➤ Alignement (EL7)

Le Conseil Général ne demande pas le report des plans d'alignements éventuellement existants au droit des routes départementales.

5.2. Projet d'Intérêt Général

La commune n'est concernée par aucun projet d'intérêt général.

⁶ Le code forestier ayant été modifié par la loi d'orientation sur la forêt, ne fait plus référence à la servitude de protection des bois et forêt soumis au régime forestier. Cette servitude qui s'appliquait sur le territoire pour la présence des forêts domaniales de Coucy-basse et de Saint-Gobain est levée.

⁷ Pour plus d'informations, contacter le Transport Électricité du Nord-Est, 62 rue Louis Delos (TSA 72012), 59709 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex.

5.3. Les contraintes diverses

5.3.1 Les zones à risque

Dossier départemental des risques majeurs

La commune de BARISIS est recensée au titre des risques inondation, coulées de boue, et mouvements de terrains. Un dossier départemental des risques majeurs a été approuvé par arrêté préfectoral du 3 décembre 2001⁸.

Arrêtés de catastrophe naturelle	
Type de catastrophe	Arrêté le
Inondation par une crue (débordement de cours d'eau)	25/08/1986
Inondation par ruissellement et coulées de boue	25/08/1986
Inondation par une crue (débordement de cours d'eau)	29/11/1999
Inondation par ruissellement et coulées de boue	29/11/1999
Mouvement de terrain	29/12/1999
Inondation par une crue (débordement de cours d'eau)	29/12/1999
Inondation par ruissellement et coulées de boue	29/12/1999

Élaboration d'un Plan de Prévention des Risques

A signaler la prescription (en date du 5 mars 2001) d'un Plan de Prévention des Risques Inondations et coulées de boues sur 8 communes entre BARISIS-AUX-BOIS et Vauxaillon. Une fois approuvé, ce PPR vaudra servitude.

Le risque de coulées de boue est essentiellement du aux pluies. Ce risque est connu au Sud-Est de la partie urbanisée de BARISIS, au lieu-dit des Lantillères. Deux orages de très fortes intensité (en 1999 et plus récemment en juillet 2006) qui ont entraîné des inondations par débordement du ru de Barisis et touché les habitations de la Rue Enleval, témoigne de ce risque. La pente orientée Nord-Ouest guident les eaux pluviales du bois vers les parcelles agricoles et vers les habitations de la rue en Leval sur lesquelles les précipitations peuvent provoquer des dommages.

Un projet est, toutefois, prévu afin de limiter ce risque.

Cavités souterraines

D'après une étude réalisée par le BRGM, des carrières et souterrains ainsi que des creuttes sont recensées sur le territoire. Les secteurs connus à risque se situent au hameau de Bernagousse (carrières et souterrains) et à la ferme du Crotoir (creuttes). Il semblerait que d'autres creuttes soient présentes sur le territoire, aux abords du bourg⁹.

Face à ces risques, « un permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation des prescriptions spéciales, si les constructions par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique. » (Article R.111-2 du code de l'urbanisme).

⁸ Le DDRM mis à jour le 30 mai 2006 indique que la commune n'est plus recensée au titre du risque « engins de guerre ».

⁹ Une trame sera reportée sur le plan de zonage pour informer de ce risque.

5.3.2 Installations classées et élevage

Le territoire communal de BARISIS-AUX-BOIS compte des activités industrielles et d'élevage, soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Installations relevant au régime de l'autorisation	
Champignonnières de Bernagousse SARL	Cultures
Installations relevant au régime de la déclaration	
EARL Demarly	Elevage bovin
EARL Fontaine	Vaches allaitantes et ovins
Ferme du Crottoir	Engraissement de boeufs
Pit Rolande	Élevage bovin (a cessé son activité)

Il existe aussi des écuries abritant des chevaux en pension.

Des figurés sous forme d'étoiles seront reportés sur les plans pour informer de l'exercice de ces activités. Ceci vise à préserver de futurs habitants d'éventuelles nuisances et de préserver des espaces pouvant permettre le développement de ces dites activités.

5.3.3 Environnement et paysage

Zone humides

Les zones humides sont dans l'ensemble méconnues des habitants, alors que leur préservation est d'intérêt général. Ces secteurs, plus ou moins humides et gorgés d'eau au moins une partie de l'année, sont souvent laissés à l'abandon du fait de leur manque de rentabilité pour l'agriculture moderne. Elles sont donc souvent mal entretenues et considérées comme des secteurs hostiles à réhabiliter.

Les zones humides peuvent être alimentées par les eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Elles accueillent d'ailleurs assez fréquemment une flore et une faune rare, dont la protection est d'intérêt général.

Ces terrains ne doivent pas être aménagés, ni urbaniser, mais au contraire protégés.

Les abords du ru qui traverse la commune relève de ces caractéristiques. Il reçoit l'ensemble des eaux pluviales de la commune. Il n'est donc pas conseillé de s'étendre dans les secteurs du pré de la ville, de l'Abbaye, des grands marais et de l'Étang du Clos qui borde le bourg actuel. Les précipitations ont déjà provoqués des dommages sur les habitations de la rue en Leval. Les écoulements, en provenance du Sud-Est du lieu-dit

« Rue en Leval » ont cheminé par le chemin rural dit de la Lantillère. Le profil actuel de ce chemin mène les eaux vers les parcelles agricoles bordant la forêt.

Une zone d'extension future a été retenue dans ce secteur. Sa profondeur est limitée. Son urbanisation se fera à long terme afin de permettre la réalisation de travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux pluviales (voir justification de la zone 2AU)

Zone naturelles

Le territoire communal est concerné par une ZNIEFF de type I-II « Massif forestier de Saint-Gobain » et une ZICO « forêts picardes, massif de Saint-Gobain ».

- Classé de type I, la ZNIEFF « Massif forestier de Saint-Gobain » représente un espace naturel caractérisé par des espèces et des milieux remarquables. Il s'agit d'un vaste massif forestier diversifié, de petits étangs et des carrières souterraines. Ce massif compte parmi les plus remarquables de Picardie. Il comporte des milieux typiques des terrains calcaires et argileux dont nombre sont rares en Picardie et même en Europe. C'est notamment par sa taille, que ce massif se distingue et assure une certaine quiétude à la faune.

Cette dénomination concerne près de 12 000 hectares réparties sur 25 communes du laonnois. Elle englobe tout le massif de Saint-Gobain et de Coucy-Basse, la vallée du Noirmézière, des pelouses attenantes aux bois ainsi que certaines zones interstitielles importantes pour les déplacements des grands mammifères. Les cultures en sont exclues au maximum. A BARISIS, l'ensemble des espaces boisés sont inclus dans ce périmètre.

- La ZICO « forêts picarde, massif de Saint-Gobain » s'étend sur 36 communes et 19 380 hectares dont près de 47% en régime domanial ou forestier. BARISIS est entièrement incluse dans ce périmètre (y compris les zones bâties).

De la même manière que vaut le classement en ZNIEFF précédemment étudié, le vaste massif de Saint-Gobain et Coucy-Basse se caractérise autant par sa diversité que par sa richesse due principalement au contexte géomorphologique (substrats tertiaires variés sur un relief marqué) et climatologique (influence atlantique à tendance continentale). Le site est utilisé comme halte migratoire, site d'hivernage et site de nidification pour de nombreuses espèces avifaunistiques.

Par ailleurs, la richesse du site lui vaut également le classement Natura 2000 – Zone de Protection spéciale, reposant sur les parties boisées du secteur et de BARISIS notamment.

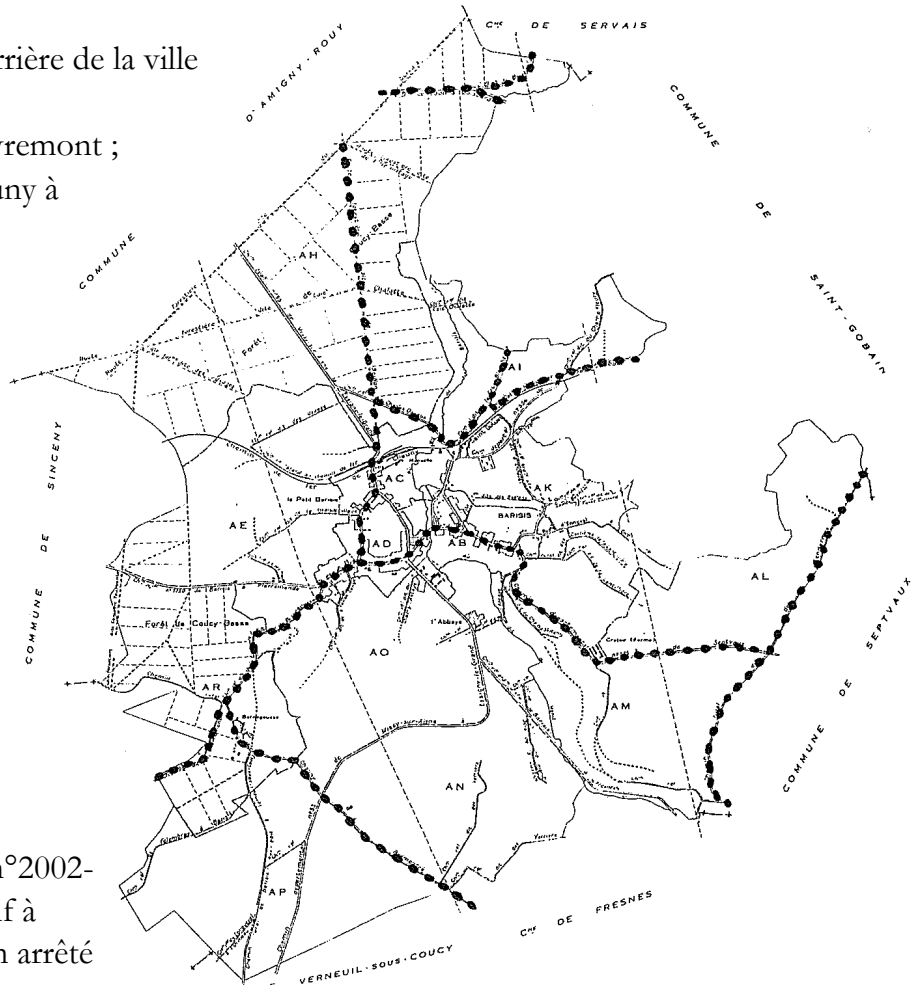
Plus précisément, un corridor écologique est situé sur BARISIS. Ce couloir traverse la commune d'Ouest en Est au Sud des parties urbanisées, reliant les boisements de Saint-Germain et de Folembay. Ce secteur doit être préservé parce qu'il s'agit avant tout d'un

lieu de passage pour la grande faune (cerf, chevreuil, sangliers) mais aussi d'un lieu de refuge et de vie.

Chemins de randonnée

Le territoire communal de BARISIS compte un certain nombre de chemins inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées, par la délibération en date du 12 novembre 1993:

- Chemin rural dit de la carrière de la ville ou de Bernagousse ;
- Chemin rural dit de Chevremont ;
- Chemin rural dit de Chauny à Premontre (pour partie) ;
- Chemin rural dit des gendarmes (circuit d'accueil du Laonnois) ;
- Chemin rural dit de la Croix Blanche (pour partie) ;
- Chemin latéral au Chemin de fer ;
- Chemin rural dit Charles Devaux.



Contraintes archéologiques

Conformément au décret n°2002-89 du 16 janvier 2002 relatif à l'archéologie préventive, un arrêté accompagné de la carte de recensement des contraintes archéologiques devrait être proposé prochainement.

Ce projet de carte définira les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisation de lotir devront être transmises à la DRAC.

Les opérations d'aménagement de type ZAC, opérations de lotissement, travaux soumis à étude d'impact et travaux pour les immeubles classés au titre des Monuments historiques font l'objet d'une saisine systématique.

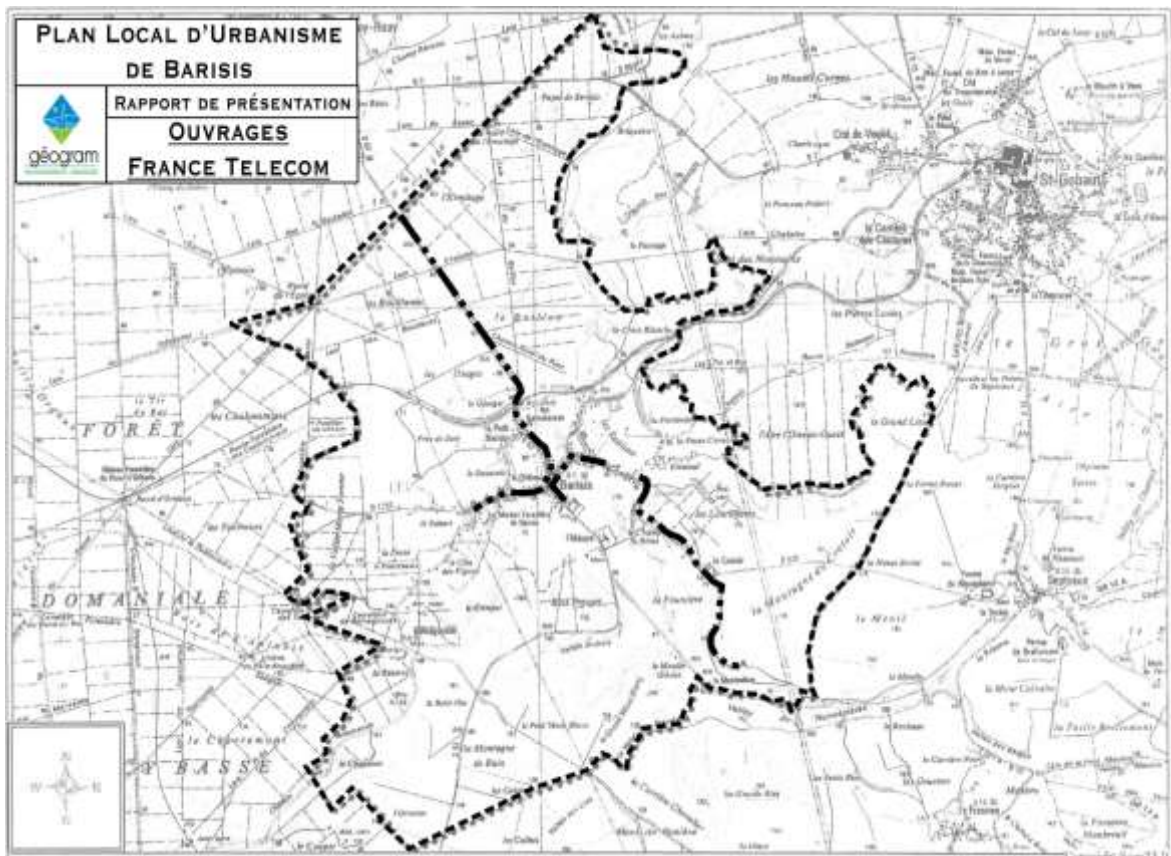
Enfin, l'article R 111-3-2 du code de l'urbanisme dispose que « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ».

Paysage

BARISIS-AUX-BOIS se situe au cœur du massif de Saint-Gobain. A ce titre, la commune est concernée par l'inventaire des « Collines du Laonnois », paysage reconnu de l'Aisne.

Réseaux de télécommunication

Les services de France Télécom¹⁰ informent de la présence d'ouvrages souterrains (câbles ou conduites) sur le territoire communal de BARISIS. La présence de ces ouvrages nécessite une servitude non aedificandi de 3 mètres à raison de 1.5 mètres de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage lorsqu'ils sont posés en terrain privé.



¹⁰ France Telecom – URR de Picardie – gestion de patrimoine – Avenue Flandres Dunkerque 1940 – 02 208 Soissons

2^{EME} PARTIE

DIAGNOSTIC COMMUNAL EXPLICATION ET TRADUCTION DES ORIENTATIONS D'URBANISME DEFINIES DANS LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

1. Explication des orientations d'urbanisme définies dans le P.A.D.D.

Au regard des différentes composantes communales développées dans la première partie de ce document (données socio-économiques, environnement naturel, environnement physique...), le diagnostic suivant peut-être établi pour la commune de .BARISIS-AUX-BOIS.

1.1. En matière socio-économique

Habitat

✓ BARISIS est une commune du Laonnois, qui malgré un nombre d'habitants stagnant, connaît actuellement une forte demande de terrains à bâtir. En plus, du cadre de vie agréable, la proximité avec les villes de Laon, de Saint-Quentin, de Chauny mais aussi de Soissons la rend très attractive.

✓ Le nombre d'habitants stagnait entre 1975 et 1982 puis a diminué jusqu'en 1999. D'après des données non officielles, elle augmenterait de nouveau. De plus, et cela y compris lors des deux derniers recensements, le nombre de logements augmente.

Aujourd'hui, la tendance à l'augmentation de la population se confirme.(736 habitants estimés grâce à la liste électorales en 2007) et la commune doit faire face à une augmentation importante de demandes de terrains à bâtir à laquelle elle souhaite pouvoir répondre.

Face à cette situation, la commune a décidé de favoriser le développement de ses zones d'habitat Ses objectifs sont de pouvoir permettre l'accueil de 80 à 150 nouveaux habitants à l'horizon 2020, dépassant le seuil des 800 habitants (entre 800 et 850). Cette évolution peut être obtenue en permettant deux à trois constructions par an, soit une trentaine sur 15 ans.

✎ de l'évolution du nombre de logements au cours des derniers recensements (13 résidences supplémentaires de 1982 à 1999), et de la population depuis.

✎ de la volonté communale de favoriser un renouvellement de population pour pallier au phénomène de vieillissement de population qui se dégage,

✎ des capacités d'accueil en terme de réseaux (eau et assainissement) d'équipements et de services.

L'attractivité de la commune semble pouvoir s'expliquer par :

- ✧ Une situation géographique favorable, à proximité immédiate d'axes routiers structurants (RD53, RD 534, RD 535, RD 1750). Ces axes permettent un accès rapide pour se rendre à Laon, Saint-Quentin et Soissons.
- ✧ La qualité de ses paysages et le cadre de vie de plus en plus recherché par une population citadine qui souhaite quitter les grands centres urbains.

Activités économiques

Avec quelques commerces et des services de proximité sur la commune même, les barisiens sont également relativement proches de villes bien équipées.

La municipalité souhaite bien évidemment encourager le maintien du tissu économique existant, sans pour autant mener de politique locale, la compétence économique étant détenue par la Communauté de communes du Val de l'Ailette.

1.2. En matière paysagère et environnementale

Le territoire communal présente un patrimoine naturel offrant une très bonne qualité paysagère liée à une topographie marquée et à la présence de milieux diversifiés (vallée alluviale, large massif boisé, plateau agricole...). Ses paysages sont reconnus. Leur qualité constitue, par ailleurs, un élément d'attraction touristique.

Le relief offre, par ailleurs, des perspectives visuelles très intéressantes sur le bourg et la vallée. La qualité écologique est essentiellement liée à la présence de boisements continus et de terrains humides favorables à la végétation, ceinturant les parties actuellement urbanisées.

Les perspectives visuelles associées à la présence d'un patrimoine bâti de qualité et la rareté des éléments disgracieux sont autant d'éléments expliquant les choix de la Municipalité.

La commune de : BARISIS-AUX-BOIS dispose par conséquent de plusieurs atouts importants :

- ✓ Sa proximité géographique avec des pôles très attractifs à l'échelle régionale et la desserte favorable pour y accéder, facilitant le développement économique ainsi que de celui de l'habitat ;
- ✓ Une inversion de la tendance démographique (naturelle et migratoire) connue durant les années quatre-vingt dix;

- ✓ Un cadre de vie très agréable et qu'il convient de préserver : un habitat de qualité et diversifié, au sein duquel sont conservées des constructions témoignant de l'histoire du village (ancien château, église, mairie...), et des espèces végétalisés en bordure la zone bâtie ainsi qu'en son cœur;
- ✓ Des possibilités d'extension des zones d'habitat en continuité du bâti actuel et en son sein ;
- ✓ Des services et commerces de proximité à disposition des habitants, ainsi qu'à l'offre actuelle et à venir en équipements scolaires, sportifs et culturels
- ✓ Un environnement naturel attractif lié à sa qualité et à sa diversité.

D'autre part, certaines contraintes limitent les options d'aménagement possibles :

- ✓ Un environnement naturel entraînant des contraintes fortes en termes de développement : risque de coulées de boue, risque d'inondations et terrains humides, risque de mouvement de terrain et présence de creutes et de carrières.
- ✓ De plus, cet environnement de qualité vaut d'être préservé car ses caractéristiques permettent le développement de diverses espèces végétales et animales protégées.
- ✓ la prise en compte des servitudes d'utilité publique qui s'appliquent sur le territoire communal et notamment, les périmètres de protection liés aux installations classées pour la protection de l'environnement, et ceux définis à proximités des lignes électriques.

Consciente des modifications urbaines et sociales qui la touchent aujourd'hui, la commune a décidé d'opter pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme pour favoriser le développement des zones d'habitat, et ce dans un souci de protection de son environnement naturel et de son cadre de vie et dans le respect des contraintes et servitudes qui s'appliquent sur son territoire

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune de BARISIS-AUX-BOIS s'inscrit dans cette démarche en retenant deux orientations principales :

- 2.1 Favoriser le développement de l'habitat
- 2.2 Valoriser les espaces naturels et urbains en tenant compte des zones à risques du territoire, et notamment des zones humides

Le Plan Local d'Urbanisme reflète donc la traduction de ce projet communal à travers les différents documents qui le composent à savoir les plans de zonage au 1/2000 et Au 1/10000 du territoire et l'application de certaines prescriptions.

2. Traduction de ces orientations dans les documents graphiques (zonage du PLU)

2.1. Favoriser le développement des zones d'habitat

Trois orientations sont envisagées :

- Favoriser la densification des zones urbanisées c'est-à-dire desservies par l'ensemble des réseaux, en permettant l'accueil de constructions au gré des opportunités foncières,
- Permettre la création de zones à urbaniser à court et moyen termes, en cohérence avec la demande de logements et les capacités d'accueil de la commune.
- Assurer une offre de logements diversifiés en termes de types de logements (accession à la propriété, locatifs, logements individuels, locatifs aidés) et de mixité des populations.

Ces objectifs se traduisent aux plans de zonage par la création de zones urbaines (U) à vocation principale d'habitat et de zones à urbaniser (AU).

Les zones urbaines (dites zones U) sont des zones urbanisées ou en cours d'urbanisation dans lesquelles les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions.

A BARISIS-AUX-BOIS, la zone urbaine englobe l'ensemble des constructions existantes. Aucune caractéristique de l'habitat ne permettrait de proposer un zonage sectoriel. Bien que les habitations détiennent leurs propres caractéristiques en fonction de leur date de construction notamment, le fait que soient mêlées habitat ancien et récent ne nous permet pas d'identifier géographiquement de secteur présentant des caractéristiques qui lui seraient propres. Le règlement de la zone U s'applique sur l'ensemble de la zone actuellement bâtie. Son application se limite donc aux constructions actuellement existantes et des parcelles déjà desservies par les réseaux actuels. L'urbanisation n'est pas développée en deuxième rideau. Tout d'abord parce que ce n'est pas une des caractéristiques de la morphologie urbaine de BARIRIS, mais aussi et surtout parce que le bâti actuel est ceinturé de terrains humides, ou à risque. L'urbanisation ne sera que peu encouragée en profondeur.

La réglementation applicable dans cette zone urbaine autorise :

- ✓ Le renforcement de l'habitat,
- ✓ Le développement des services et des activités compatibles en milieu urbain et ce dans un souci de mixité.

En revanche y sont interdites et ce dans un souci de protection des habitations :

- ✓ Les constructions à usage d'activités susceptibles de générer des nuisances (bruit, fumée, odeur, trépidations, circulations de poids lourds,...), ou des dangers (explosion, émanations toxiques, irradiation...) incompatibles avec le caractère de la zone et le voisinage des constructions à occupation permanente ou fréquente de la population.
- ✓ La création de sous-sol car les terrains sont gorgés d'eau et les problèmes d'inondation sont réguliers et anciens.

La municipalité a émis le souhait de conserver quelques caractéristiques en imposant des règles d'implantation par rapport aux voies : au sein de cette zone, les constructions nouvelles devront être édifiées soit en alignement de la voie, soit avec un recul de 5 mètres, soit comme le bâtiment voisin s'ils sont en limites séparatives.

Les zones à urbaniser (AU) sont des zones naturelles non desservies par les réseaux et destinées à accueillir l'urbanisation future.

Malgré l'ensemble des terrains déjà disponibles au cœur du village (rue William Merville, rue Eugène Boucher, et rue du Rond d'Orléans), deux zones d'extension future ont été définies, au sein du tissu existant ou dans sa continuité.

1/ Les terrains situés au lieu-dit « le Château » sont ouverts à l'urbanisation à court terme (**1AU**). Il s'agit de terrains situés au cœur du village et entourés de constructions. Les réseaux se situent donc à proximité. Ces terrains avaient déjà été proposés lors de l'étude du SLAD comme zone de développement de l'urbanisation permettant ainsi à la partie agglomérée de Barisis de s'étoffer et de sortir du développement linéaire fort coûteux en réseaux pour la collectivité et très préjudiciable à l'environnement et aux paysages.

➔ Les parcelles classées en zone 1AU se trouvent en cœur du bâti, déjà entourées de constructions. Deux emplacements réservés sont définis pour permettre d'y accéder tout en reliant les futures habitations au bourg actuel. Ces deux points d'accroche permettent

de joindre la zone à la rue William Merville. Ils se justifient pour la création de voirie, tous deux en sens unique (un pour l'entrée et le second pour en sortir). Un autre accès est prévu par la rue de la gare, cette fois en double sens.

➔ Lors de l'aménagement de la zone la création de modes de circulation dits doux (piste cyclable, voie piétonne...) devra être envisagée en accompagnement de voirie.

➔ Aucun aménagement vert n'est prévu sur la zone 1AU elle-même. Toutefois, une réflexion portant sur les abords de la zone 1AU mais classés en zone urbaine favorise l'insertion des futures constructions. Au Nord et au Sud, la zone 1AU est bordée par des secteurs de jardins pour préserver la qualité du site et maintenir un certain éloignement avec les constructions existantes.

Enfin, l'intégration des constructions nouvelles sera assurée par l'application de l'article 11 du règlement de la zone AU qui fixe un certain nombre de prescriptions relatif aux aspects extérieurs des constructions :

- ➔ Réglementation des toitures,
- ➔ Réglementation des volumes,
- ➔ Réglementation des ouvertures,
- ➔ Réglementation des façades,
- ➔ Réglementation des clôtures,
- ➔ Réglementation des constructions annexes.

Une réflexion a été menée sur l'accès, la desserte et l'aménagement de ces zones d'extension afin d'intégrer au mieux ces futurs quartiers de la commune au sein de la zone agglomérée. Des propositions et principes d'aménagement ont été définis et devront être pris en compte lors de l'opération d'aménagement.

Une orientation d'aménagement sectoriel fixe ces principes pour la zone 1AU « Le Château ».

2/ Les terrains situés au « Bois de la Lantillère » seront également prévus pour l'urbanisation mais à plus long terme (2AU). Ils se situent en continuité du bourg actuel mais des travaux devront être réalisés pour assurer la sécurité des futurs habitants, expliquant son ouverture à l'urbanisation à plus long terme.

Ce secteur aujourd'hui cultivé est sujet au risque de coulées de boue (risque affiché au plan de zonage).

Les coulées de boues descendant de ces terrains vers la rue d'Enleval sont essentiellement dues à la mise en culture de terrain ayant été traditionnellement des pâtures. L'arrachage de haies, la suppression d'un talus et la mise en culture dans le sens de la pente ont contribué à cet état de fait. L'utilisation du chemin d'accès pour le débardage du bois et les dégâts (ornières) générés, ont aussi contribué à faire de ce chemin une « goulotte »

qui s'emplissant d'eau, crée des ruissellements, ruissellements qui ne sont plus arrêtés par aucun obstacle. Les layons de culture favorisant en plus la vitesse d'écoulement, le résultat est catastrophique lors de très forts orages (en moyenne tous les 15 ans).

L'idée sous jacente au classement en 2AU de ces terrains est :

Du point de vue de l'urbanisme, de créer un peu « d'épaisseur urbaine » à un village qui s'est essentiellement étiré le long des axes routiers (de plus des certificats d'urbanisme avaient été demandés dans ce secteur) et du point de vue environnemental, de résoudre ce problème de coulées de boues par un aménagement rendu possible grâce à la valorisation des terrains à travers un projet urbain et donc l'arrêt à terme de l'exploitation agricole.

Mesures proposées.

Il est donc proposé de réaliser une Orientation d'Aménagement Sectoriel sur cette zone 2AU qui devra être respectée lors d'une éventuelle modification.

Cette OAS affichera la création d'une bande inconstructible entre la forêt et les parcelles à bâtir, d'une vingtaine de mètres de large. Cette bande pourrait être traitée comme une noue avec un fossé central et contenir une sente de promenade et quelques aménagements paysagés : plantations d'arbustes indigènes, installations de bancs...

Le chemin actuel devra être décalé vers l'intérieur et devenir une voirie. Les constructions seraient alignées sur cette voirie pour former une rue villageoise. Les jardins de ces maisons seront donc le long de la bande verte aménagée contribuant à lui donner encore plus d'épaisseur et à la qualifier en lieu de promenade.

Les talus donnant sur la rue d'Enleval seraient maintenus en espaces verts et non construits, cependant des accès piétons et/ou voitures pourront y être réalisés.

En tout état de cause l'ouverture à l'urbanisation (passage en 1AU) devra faire l'objet d'une étude précise tant sur le plan de l'aménagement hydraulique que sur l'impact environnemental.

2.2. Valoriser les espaces naturels et urbains en tenant compte des zones à risque du territoire

Ces enjeux de protection sont assurés par :

- **Le classement en zone naturelle** des zones paysagères sensibles du territoire à savoir, l'ensemble des versants boisés et les abords des cours d'eau ainsi que les secteurs où des risques sont connus : terrains humides, creuttes,

C'est une zone stricte où toute construction est interdite et où seules sont autorisées l'extension des bâtiments agricoles et artisanaux existants ainsi que leurs reconstructions après sinistre. Cependant les carrières y sont autorisées car il existe sur BARISIS des champignonnières soumises au régime d'autorisation de carrières.

Les zones naturelles (N) sont des secteurs du territoire communal, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N comprend le secteur **Nl**, correspondant aux terrains accueillant des équipements sportifs. Ce secteur est délimité autour du stade actuel, sur le chemin rural dit des Places. Il vise à permettre le développement des activités ludiques, culturelles et touristiques. Un secteur **Nh** est également défini. Il correspond aux constructions isolées autour desquelles la municipalité ne souhaite pas renforcer les réseaux (Bernagousse par exemple) mais où les constructions peuvent s'agrandir et où les garages et autres annexes sont autorisés. Un secteur **Na** de taille limitée est créé pour permettre à un artisan local de construire un bâtiment pour pérenniser son activité.

- **Le classement en Espaces Boisés Classés** des bois présents sur le territoire communal afin d'assurer leur pérennité (aux lieux-dits « Le Pré Puant » et « Le Calvaire »).

Le Plan Local d'Urbanisme peut en effet classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils soient soumis ou non au régime forestier, clos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement.

Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue à l'article 157 du Code Forestier.

- **La prise en compte des zones à risque**
 - ✓ **Les zones à risque d'accumulation des eaux et de coulées de boue**
Est classé en zone naturelle, l'ensemble des terrains humides. Ils ceignent les parties actuellement urbanisées et freinent l'extension du bourg-centre. Sont concernés les terrains situés aux lieux-dits : « La Saussaie », « Près de la ville », « Les Barnabasses », « L'Étang du Cols » et « L'abbaye »
 - ✓ **Les lieux connus pour la présence de carrières et de creuttes**
Sont connus les secteurs entourant le hameau de BERNAGOUSSE et les terrains sur lesquels se développent les Bois de la Lantillère. Ils sont également en zone naturelle.
- **La préservation des paysages** en situant les zones d'extension en continuité des constructions existantes.

3. Traduction de ces orientations dans les documents écrits (règlement du PLU) et motifs des limitations administratives à l'utilisation du sol

3.1. Zone Urbaine (Zone U)

Dispositions du règlement	Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol
Article U 1 -Occupations et utilisations du sol interdites	
<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions à usage d'activités de plus de 400m². - Les terrains de camping-caravaning et le stationnement isolé des caravanes soumis à la réglementation prévue aux articles R 443-6 et R 443-7 et suivants du Code de l'Urbanisme. - Les garages de caravanes à ciel ouvert soumis à la réglementation prévue aux articles R.443-13-1 du Code de l'Urbanisme. - Les habitations légères de loisirs soumises à la réglementation prévue aux articles R.444-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. - La construction de nouveaux bâtiments agricoles - L'ouverture et l'exploitation de carrières - Les sous-sols - Les antennes de téléphonie mobile - Les éoliennes - Les installations et travaux divers visés à l'article R. 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. - Les installations classées soumises à autorisation au titre de la loi du 19 juin 1976 pour la protection de l'environnement et en tout état de cause les constructions à usage d'activités susceptibles de générer des nuisances (bruit, fumée, odeur, trépidations, circulation de poids-lourds, etc.) ou des dangers (explosion, émanations toxiques, irradiation, etc.) incompatibles avec le caractère de la zone et le voisinage des constructions à occupation permanente ou fréquente de la population. 	<p>Vocation principale d'habitat pour la zone Maintien et préservation de l'identité du bourg. Protection des paysages Tenir compte de l'humidité des terrains en interdisant les sous-sols. Qualité du cadre de vie</p>
Article U 2- Occupations et utilisations du sol admises sous conditions	
<p>Sont autorisés sous condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à l'aménagement de la zone et respectant la pente naturelle du terrain, - Les établissements à usage d'activités de moins de 400m², à condition qu'ils ne présentent pas pour le voisinage, des 	<p>Préservation des possibilités de mutation urbaine et d'implantation d'activités artisanales et commerciales(mixité urbaine) Prise en compte des constructions existantes</p>

<p>dangers ou nuisances occasionnés par le bruit, la poussière, les émanations d'odeurs, la fumée, la circulation, les risques d'incendie ou d'explosion.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions à usage de commerce dont la surface de vente est inférieure à 400m². - L'extension et la modification bâtiments d'activités existantes limitées à 50%. - Les extensions et les modifications des bâtiments agricoles existants limitées à 50 %. - Les équipements publics. - La construction d'abris de jardins limitée à 1 par unité foncière et de surface inférieure à 15m² 	<p>Protection du paysage urbain. Favoriser la mise aux normes des bâtiments agricoles.</p>
Article U 3- Accès et voirie	
<p>3.1. Accès Pour être constructible, un terrain doit avoir au moins un accès suffisant à une voie publique ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité. Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.</p> <p>3.2. Voirie Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux besoins minimaux de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc. Les voies publiques ou privées en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de faire aisément demi-tour et présenter une largeur minimale de 4.5 mètres. Leur longueur sera de 50 mètres au maximum.</p> <p>Les voies nouvelles destinées à la desserte principale des constructions doivent avoir une emprise minimum de 6 m (avec une chaussée de 5 m) excepté dans le cas de voies en impasse ou pour les voies avec un sens unique de circulation où l'emprise peut être réduite à 4 m.</p>	<p>Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité. Assurer un confort d'usage et améliorer la sécurité routière. Assurer l'accès par les véhicules de secours (incendie, etc.). Intégrer la voie dans l'environnement urbain adapter les voies aux usages qu'elles supportent.</p>
Article U 4-Desserte par les réseaux	
<p>Pour être constructible, un terrain doit avoir une superficie suffisante pour recevoir un système d'assainissement individuel, en cas d'impossibilité de raccordement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées.</p> <p>4.1. Alimentation en eau potable ✓ Eau potable : toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes. ✓ Eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.</p>	<p>Respect de la réglementation en vigueur Protection de l'environnement.</p>

<p>4.2. Assainissement</p> <p>✓ Eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : le long des voies desservies par un réseau de collecte des eaux usées, raccordé à un système collectif d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées. En l'absence d'un tel réseau, l'assainissement individuel est autorisé, mais les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur et devront permettre la suppression de l'installation individuelle de traitement et le raccordement ultérieur au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il sera réalisé.</p> <p>✓ Eaux résiduaires industrielles et professionnelles : leur rejet dans le réseau public ou le milieu naturel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.</p> <p>✓ Eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs (articles 640 et 641 du Code Civil). Les eaux pluviales s'écoulant sur les voies publiques seront collectées par canalisations, gargouilles ou caniveaux, selon l'exutoire et les dispositions arrêtées par la commune ou les services techniques la conseillant.</p> <p>4.3 Électricité – Téléphone L'alimentation en électricité et téléphone doit être assurée par un réseau souterrain ou un réseau en façade, sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.</p>	
Article U 5-Caractéristiques des terrains	
Il n'est pas fixé de règle.	Favoriser la mixité sociale
Article U 6-Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
<p>Les constructions nouvelles doivent être édifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en alignement des voies de desserte, - soit avec un recul minimum de 5 mètres. <p>Toutefois, lorsque la construction projetée doit jouxter un immeuble existant en bon état, construit le long de la limite séparative commune, la construction nouvelle peut être édifiée en respectant le même retrait que le bâtiment existant, en alignant sa façade sur celle du bâtiment contigu.</p> <p>Cette dernière disposition est applicable aux extensions de constructions existantes.</p> <p>Sur les parcelles comprises entre des constructions en retrait de la voie publique et de la limite séparative, la construction nouvelle sera implantée avec un retrait équivalent à la moyenne des retraits des façades avant, situées de part et d'autre.</p>	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Respect de la morphologie urbaine existante et volonté d'homogénéisation du tissu urbain.</p> <p>Intégration des constructions nouvelles dans le tissu urbain existant.</p> <p>Prise en compte des constructions existantes.</p> <p>Eviter le stationnement sur le domaine public</p>
Article U 7-Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
Les constructions doivent être édifiées en ordre semi-continu (sur au moins une des limites latérales) ou en ordre discontinu (sur aucune des limites latérales).	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Respect de la morphologie urbaine existante et</p>

La distance horizontale entre tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points, avec un minimum de 3 mètres dans les autres cas.	volonté d'homogénéisation du tissu urbain. Intégration des constructions nouvelles dans le tissu urbain existant. Salubrité publique : préserver l'ensoleillement pour lutter contre l'humidité en cas de retrait.
Article U 8-Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	
Il n'est pas fixé de règle	Contrainte non fixée étant donné la faible taille des parcelles
Article U 9-Emprise au sol	
Il n'est pas fixé de règle	En zone urbaine rendre constructible même les petites parcelles.
Article U 10-Hauteur maximale des constructions	
<p>La hauteur maximale des constructions principales ne pourra pas excéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un niveau sur rez-de-chaussée plus un niveau en comble aménageable (R+1+comble), - 7 mètres à partir du terrain naturel jusqu'à l'égout du toit pour les constructions dont la hauteur ne peut s'exprimer en niveaux - <p>Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques, architecturales ou fonctionnelles dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvrages publics et les constructions d'équipements d'intérêt général, - les bâtiments reconstruits après sinistre sans toutefois dépasser leur hauteur initiale. 	<p>Respect de la forme urbaine existante. Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles. Prise en compte des constructions existantes</p>
Article U 11-Aspect extérieur	
<p>11.1. Dispositions générales</p> <p>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».</p> <p>Les constructions et installations autorisées par le P.L.U. ne doivent nuire ni par leur volume ni par leur aspect à l'environnement immédiat et au paysage dans lesquels elles s'intégreront. Est interdite toute imitation d'une architecture étrangère à la région. L'aspect des matériaux doit éviter tout caractère de pastiche et être en harmonie avec le bâti ancien.</p>	<p>Assurer l'homogénéité du bâti et de son environnement urbain immédiat. Préserver la qualité du cadre de vie et l'identité locale. Préserver et mettre en valeur le paysage urbain et la qualité architecturale locale.</p>

Sont interdits

- les bardages en tôle ondulée
- l'emploi sans enduit de matériaux destinés à être revêtus, tels que carreaux de plâtre, matériaux de placage, briques creuses, agglomérés, parpaings...

11.2 Toitures et couvertures

Les combles et toitures devront présenter une simplicité de volume et une unité de conception.

Les constructions seront couvertes par une toiture à deux ou quatre versants d'une inclinaison maximale de 45° (100%).

Les toitures des constructions en R+1 ne pourront présenter une pente inférieure à 37° (82%).

Les toitures-terrasses sont interdites. Toutefois, en cas d'extension d'une construction existante, la toiture-terrasse, ou à faible pente, végétalisée ou non, pourra être autorisée sous réserve qu'elle ne dépasse pas le mur ancien contre lequel elle est accolée.

Les matériaux autorisés pour la couverture des constructions à usage d'habitation sont les matériaux **de type** :

- ardoises naturelles ou similaires,
- petites tuiles plates traditionnelles,
- tuiles mécaniques vieilles
- tout autre matériau de substitution de teinte, d'appareillage et de dimensions identiques

11.3. Garages et bâtiments annexes

Les garages et bâtiments annexes devront dans la mesure du possible être intégrés ou accolés à la construction principale.

Ils doivent être traités en harmonie avec celle-ci du point de vue de la nature et de la mise en œuvre des matériaux.

Les toitures des garages et annexes accolés à la construction principale présenteront le plus possible une pente identique à celle de cette dernière. Les toitures des garages et annexes isolés pourront présenter une pente plus réduite. Dans le cas d'implantation en limite, ils pourront être à une pente.

Les garages préfabriqués constitués de plaques de ciment sont interdits.

Les abris de jardins seront situés à l'arrière de la construction principale.

11.4. Clôtures

Pour les clôtures de façade, elles seront constituées soit :

- d'un muret en briques apparentes ou en tout autre matériau revêtu d'un enduit, d'une hauteur maximale de 1 mètre surmonté d'une grille, barrière ou grillage, la hauteur totale de l'ensemble ne pouvant excéder 2 mètres. Les grilles au barreaudage vertical seront obligatoires et celles aux motifs compliqués, interdites.
- d'un grillage doublé d'une haie vive constituée d'essences locales.

Les grilles et barrières d'une hauteur maximale de 2 m, au barreaudage vertical ou horizontal seront autorisées, celles aux motifs compliqués interdits. Le tout peut être doublé d'une haie vive constituée d'essences locales.

Les parties en maçonnerie devront être traitées en harmonie avec les éléments dont elles assurent la continuité ou à défaut

<p>avec la construction principale.</p> <p>Pour les clôtures en limites latérales, elles seront constituées d'un grillage doublée d'une haie vive. Les clôtures formées de plaques de ciment sont interdites.</p> <p><u>11.5. Dispositions particulières</u></p> <p>Les citernes à gaz liquéfié ou installations similaires seront implantées de manière à être non visibles de la voie publique ou dissimulées par des végétaux ou enterrées.</p> <p>Les volets roulants pourront être autorisés sous réserve de réaliser des coffres non visibles de l'extérieur. Pour cela, ils seront soit intégrés dans la maçonnerie, soit dissimulés par des lambrequins.</p> <p>Les antennes paraboliques seront disposées de manière à ce qu'elles ne soient pas visibles de la voie publique, de préférence côté jardin. En cas de fixation sur les murs d'habitation, elles ne pourront excéder la hauteur des faîtages et seront de dimension modeste et de teinte neutre.</p>	
Article U 12-Obligation de réaliser des places de stationnement	
<p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et des installations doit être assuré sur la parcelle.</p> <p>En particulier, il est exigé :</p> <p><u>Pour les constructions neuves à usage d'habitation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>pour les immeubles collectifs</u>, au moins 1 place par logement. Les parkings peuvent être intégrés dans les volumes bâtis. - <u>Pour les logements individuels</u>, deux places de stationnement y compris le garage. <p><u>Pour les établissements commerciaux, artisanaux, les activités de services et les activités diverses</u> : Une place de stationnement pour 60 m² de la surface hors-œuvre nette de la construction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables. <p>Des adaptations peuvent être apportées à ces normes si le nombre de places projeté résulte d'une étude fournie par le demandeur et obtient l'approbation de la Municipalité.</p> <p>Les logements aidés ne seront pas soumis à ces règles</p>	<p>Incitation au stationnement sur la parcelle pour désengorger les rues (sécurité routière, confort du cadre de vie et accès des véhicules de secours). Favoriser le logement aidé</p>
Article U 13-Espaces libres et plantations - Espaces Boisés Classés	
<p>Concernant les clôtures végétales, qu'elles soient sur rue ou en limite de propriété, elles seront composées d'arbustes et de haies d'essences locales (charmes, aubépines, troènes, noisetiers, forsythias,...). L'utilisation des thuyas et des espèces dérivées est déconseillée.</p> <p>La plantation d'arbres fruitiers d'essences locales est encouragée.</p> <p><u>Les espaces communs</u> : les opérations groupées d'habitation et les lotissements doivent comporter des aménagements verts plantés, notamment en accompagnement de la voirie. Ces espaces verts devront représenter au</p>	<p>Soin du cadre de vie. Favoriser les essences locales plus résistantes et s'intégrant mieux dans le paysage.</p>

moins 10% de la surface totale de la zone à aménager.	
Article U 14-Coefficient d'Occupation du Sol	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire au vu des autres dispositions du règlement (reculs, limitation de hauteur...)

3.2. Zone à urbaniser (Zone AU)

3.2.1 Zone 1AU

Dispositions du règlement	Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol
Article 1AU 1 -Occupations et utilisations du sol interdites	
<p><u>Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :</u></p> <p>Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne figurent pas à l'article 1AU2.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'ouverture et l'exploitation de toute carrière, ✓ les terrains de camping et de caravanage, selon les articles L.443-6 et R.443-7 du Code de l'Urbanisme, ✓ l'installation d'habitations légères de loisirs hors terrain aménagé, selon les articles R. 444-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, ✓ les dépôts de toutes natures, ✓ les constructions à usage d'activités susceptibles de générer des nuisances (bruit, fumée, odeur, trépidations, circulation de poids-lourds, etc.) ou des dangers (explosion, émanations toxiques, irradiation, etc.) incompatibles avec le caractère de la zone et le voisinage des constructions à occupation permanente ou fréquente de la population, ✓ la construction de bâtiments à usage agricole, ✓ les antennes de téléphonie mobile ✓ Les sous sols ✓ les éoliennes 	<p>Vocation principale d'habitat pour la zone</p> <p>Maintien et préservation de l'identité du village.</p> <p>Protection des paysages</p> <p>Qualité du cadre de vie</p> <p>Prise en compte des mesures de maîtrise de l'urbanisation au voisinage des installations nuisantes</p> <p>Tenir compte de la nature humide des terrains.</p>
Article 1AU 2- Occupations et utilisations du sol admises sous conditions	
<p><u>Sont admis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à l'aménagement de la zone et respectant la pente naturelle du terrain, ✓ les constructions à usage d'habitation dans le respect des Orientations d'aménagement sectoriel, ✓ les constructions à usage d'activités tertiaires, services et bureaux, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère 	<p>Préservation des possibilités de mutation urbaine et d'implantation d'activités artisanales (mixité urbaine)</p> <p>Prise en compte des constructions existantes</p> <p>Protection du paysage urbain.</p>

<p>résidentiel de la zone et le voisinage des constructions à occupation permanente ou fréquente de la population,</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les constructions à usage de commerce dont la surface sera inférieure à 250 m² ✓ la construction d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général. 	
Article 1AU 3- Accès et voirie	
<p>3.1. Accès</p> <p>Pour être constructible, un terrain doit avoir au moins un accès suffisant à une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité. Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.</p> <p>3.2. Voirie</p> <p>Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux besoins minimaux de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc ...</p> <p>Les voies nouvelles publiques ou privées destinées à la desserte principale des constructions doivent avoir une emprise minimum de 6 m (avec une chaussée de 5 m) excepté dans le cas de voies en impasse desservant moins de 6 logements ou pour les voies avec un sens unique de circulation où l'emprise peut être au minimum de 4m. La longueur des voies en impasse sera de 50 m maxi.</p>	<p>Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité.</p> <p>Assurer un confort d'usage et améliorer la sécurité routière.</p> <p>Assurer l'accès par les véhicules de secours (incendie, etc.).</p> <p>Intégrer la voie dans l'environnement urbain</p> <p>Adapter les voies aux usages qu'elles supportent.</p>
Article 1AU 4-Desserte par les réseaux	
<p>4.1. Alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. ✓ Eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes. <p>4.2. Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : le long des voies desservies par un réseau de collecte des eaux usées, raccordé à un système collectif d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées. En l'absence d'un tel réseau, l'assainissement individuel est autorisé, mais les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur et devront permettre la suppression de l'installation individuelle de traitement et le raccordement ultérieur au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il sera réalisé. ✓ Eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs. Les eaux pluviales s'écoulant sur les voies publiques seront collectées par canalisations, gargouilles ou caniveaux, selon l'exutoire et les dispositions arrêtées par la commune ou les services techniques la conseillant. 	<p>Respect de la réglementation en vigueur</p> <p>Protection de l'environnement.</p> <p>Maîtrise des risques liés aux écoulements brusques sur les voies publiques.</p> <p>Protection du paysage</p>

4. 3 Électricité – Téléphone L'alimentation en électricité et téléphone doit être assurée par un réseau souterrain sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.	
Article 1AU 5-Caractéristiques des terrains	
Il n'est pas fixé de règle.	Favoriser la mixité sociale
Article 1AU 6-Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
Les constructions nouvelles doivent être édifiées avec un recul d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement des voies et emprises publiques.	Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments Respect de la morphologie urbaine et volonté d'homogénéisation du tissu urbain par rapport aux zones UB.
Article 1AU 7-Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
Les constructions nouvelles peuvent être édifiées : - soit en ordre semi-continu (sur au moins une des limites latérales), - soit en ordre discontinu (sur aucune des limites latérales), et de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de cette construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.	Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments Respect de la morphologie urbaine et volonté d'homogénéisation du tissu urbain par rapport aux zones UB. Salubrité publique : préserver l'ensoleillement pour lutter contre l'humidité en cas de retrait.
Article 1AU 8-Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	
La distance entre deux constructions à usage d'habitation, de commerce, de bureau, de service, d'artisanat ou d'équipement non contiguës implantés sur une même propriété ne sera pas inférieure à 4m. Pour ce qui concerne les bâtiments annexes (garages, abris de jardin...) dont la hauteur totale est inférieure à 3 m, cette distance pourra être ramenée à 2 m.	Tenir compte des accès pompiers en cas d'incendie et éviter une surdensification de la parcelle dommageable au paysage urbain qui à Barisis est très aéré.
Article 1AU 9-Emprise au sol	
L'emprise maximale au sol est fixée à 40% (y compris les annexes, garages et dépendances).	Recherche d'une densité du bâti assez faible, comme en zone UB.
Article 1AU 10-Hauteur maximale des constructions	
La hauteur maximale des constructions ne peut excéder : - un rez-de-chaussée, plus un niveau en combles aménageables (R+combles), - ou 5 mètres du terrain naturel à l'égout du toit, pour les constructions dont la hauteur ne peut s'exprimer en nombre de niveaux. Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques, architecturales ou fonctionnelles dans la mesure où le	Recherche d'une hauteur du bâti comparable à celle de la zone UB. Harmonisation de la hauteur des constructions nouvelles. Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments.

dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages : - les ouvrages publics et les constructions d'équipements d'intérêt général,	Intégration paysagère.
Article 1AU 11-Aspect extérieur	
<p><u>11.1. Dispositions générales</u></p> <p>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».</p> <p>Les constructions et installations autorisées par le P.L.U. ne doivent nuire ni par leur volume ni par leur aspect à l'environnement immédiat et au paysage dans lesquels elles s'intégreront.</p> <p>Est interdite toute imitation d'une architecture étrangère à la région.</p> <p>L'aspect des matériaux doit éviter tout caractère de pastiche et être en harmonie avec le bâti ancien.</p> <p><u>Sont interdits</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les bardages en tôle ondulée - les imitations de matériaux naturels, - l'emploi sans enduit de matériaux destinés à être revêtus, tels que carreaux de plâtre, matériaux de placage, briques creuses, agglomérés, parpaings... <p><u>11.2 Toitures et couvertures</u></p> <p>Les combles et toitures devront présenter une simplicité de volume et une unité de conception.</p> <p>Les constructions seront couvertes par une toiture à deux ou quatre versants d'une inclinaison maximale de 45° (100%).</p> <p>Les toitures-terrasses sont interdites. Toutefois, en cas d'extension d'une construction existante, la toiture-terrasse, ou à faible pente, végétalisée ou non, pourra être autorisée sous réserve qu'elle ne dépasse pas le mur ancien contre lequel elle est accolée.</p> <p>Les matériaux autorisés pour la couverture des constructions à usage d'habitation sont les matériaux de type :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ardoises naturelles ou similaires, - petites tuiles plates traditionnelles, - tuiles mécaniques vieilles - tout autre matériau de substitution de teinte, d'appareillage et de dimensions identiques <p><u>11.3. Garages et bâtiments annexes</u></p> <p>Les garages et bâtiments annexes devront dans la mesure du possible être intégrés ou accolés à la construction principale.</p> <p>Ils doivent être traités en harmonie avec celle-ci du point de vue de la nature et de la mise en œuvre des matériaux.</p>	<p>Assurer l'homogénéité du bâti par rapport à la zone U.</p> <p>Préserver la qualité du cadre de vie et l'identité locale.</p> <p>Préserver et mettre en valeur le paysage urbain.</p>

<p>Les toitures des garages et annexes accolés à la construction principale présenteront le plus possible une pente identique à celle de cette dernière. Les toitures des garages et annexes isolés pourront présenter une pente plus réduite. Dans le cas d'implantation en limite, ils pourront être à une pente.</p> <p>Les garages préfabriqués constitués de plaques de ciment sont interdits. Les abris de jardins seront situés à l'arrière de la construction principale.</p> <p>11.4. Clôtures Les clôtures sur façades seront constituées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un muret en briques apparentes ou en tout autre matériau revêtu d'un enduit, d'une hauteur maximale de 1 mètre surmonté d'une grille, barrière ou grillage, la hauteur totale de l'ensemble ne pouvant excéder 2 mètres. Les grilles au barreaudage vertical seront obligatoires et celles aux motifs compliqués, interdites. - d'un grillage doublé d'une haie vive constituée d'essences locales. <p>Les grilles et barrières d'une hauteur maximale de 2 m, au barreaudage vertical ou horizontal seront autorisées, celles aux motifs compliqués interdits. Le tout peut être doublé d'une haie vive constituée d'essences locales.</p> <p>Les parties en maçonnerie devront être traitées en harmonie avec les éléments dont elles assurent la continuité ou à défaut avec la construction principale.</p> <p>Les clôtures latérales seront constituées d'un grillage doublé d'une haie vive.</p> <p>Les clôtures formées de plaques de ciment sont interdites.</p> <p>11.5. Dispositions particulières Les citernes à gaz liquéfié ou installations similaires seront implantées de manière à être non visibles de la voie publique ou dissimulées par des végétaux ou enterrées.</p> <p>Les volets roulants pourront être autorisés sous réserve de réaliser des coffres non visibles de l'extérieur. Pour cela, ils seront soit intégrés dans la maçonnerie, soit dissimulés par des lambrequins.</p> <p>Les antennes paraboliques seront disposées de manière à ce qu'elles ne soient pas visibles de la voie publique, de préférence côté jardin. En cas de fixation sur les murs d'habitation, elles ne pourront excéder la hauteur des faitages et seront de dimension modeste et de teinte neutre.</p>	
<p>Article 1AU 12-Obligation de réaliser des places de stationnement</p>	
<p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et des installations doit être assuré sur la parcelle. Il est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pour les constructions à usage d'habitation</u> - <u>pour les immeubles collectifs</u>, au moins 1 place par logement. Les parkings peuvent être intégrés dans les volumes bâtis. - <u>pour les logements individuels</u>, deux places de stationnement y compris le garage. 	<p>Incitation au stationnement sur la parcelle pour désengorger les rues (sécurité routière, confort du cadre de vie et accès des véhicules de secours). Favoriser le logement aidé</p>

<p>- <u>Pour les établissements commerciaux, artisanaux, les activités de service et les activités diverses</u> : Une place de stationnement pour 60 m² de la surface hors œuvre nette de la construction.</p> <p>La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.</p> <p>Des adaptations peuvent être apportées à ces normes si le nombre de places projeté résulte d'une étude fournie par le demandeur et obtient l'approbation de la Municipalité</p> <p>Les logements aidés ne sont pas soumis à ces règles.</p>	
Article 1AU 13-Espaces libres et plantations - Espaces Boisés Classés	
<p>Concernant les clôtures végétales, qu'elles soient sur rue ou en limite de propriété, elles seront composées d'arbustes et de haies d'essences locales (troènes, noisetiers, fusains d'Europe, forsythias, charmes, aubépines,...)</p> <p>L'utilisation des thuyas et des espèces dérivées est déconseillée.</p> <p>La plantation d'arbres fruitiers d'essences locales est encouragée.</p> <p>Les espaces communs : les opérations groupées d'habitation et les lotissements doivent comporter des aménagements verts plantés (à raison d'un minimum de 10% de la surface totale des parcelles concernées), notamment d'accompagnement de la voirie.</p> <p>Le thuya y est interdit.</p>	<p>Soin du cadre de vie.</p>
Article 1AU 14-Coefficient d'Occupation du Sol	
<p>Il n'est pas fixé de règle.</p>	<p>Non nécessaire au vu des autres dispositions du règlement (reculs, limitation de hauteur...)</p>

3.2.2 Zone 2AU

Dispositions du règlement	Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol
Article 2AU 1 -Occupations et utilisations du sol interdites	
<p>Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne figurent pas à l'article 2AU2.</p>	<p>Maintien des possibilités d'urbanisation ultérieures (Réserve foncière).</p>
Article 2AU 2- Occupations et utilisations du sol admises sous conditions	

<p>Sont admis sous conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à l'aménagement de la zone et respectant la pente naturelle du terrain, ✓ la construction d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général. 	Prise en compte de l'intérêt public.
Article 2AU 3- Accès et voirie	
Il n'est pas fixé de règle.	<p>Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité.</p> <p>Assurer un confort d'usage et améliorer la sécurité routière.</p> <p>Adapter les voies aux usages qu'elles supportent dans cette zone.</p>
Article 2AU 4-Desserte par les réseaux	
Il n'est pas fixé de règle.	<p>Respect de la réglementation en vigueur</p> <p>Protection de l'environnement.</p> <p>Maîtrise des risques liés aux écoulements brusques sur les voies publiques.</p> <p>Protection du paysage</p>
Article 2AU 5-Caractéristiques des terrains	
Il n'est pas fixé de règle.	Sans objet (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)
Article 2AU 6-Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
Les constructions autorisées par l'article 2AU2 doivent être édifiées avec un recul d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement des voies et emprises publiques.	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Anticipation de l'intégration des constructions autorisées dans le futur tissu urbain (base : zones UB).</p>
Article 2AU 7-Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
<p>Les constructions autorisées par l'article 2AU2 doivent être édifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en ordre semi-continu (sur au moins une des limites latérales), - soit en ordre discontinu (sur aucune des limites latérales), de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de cette construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. 	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Anticipation de l'intégration des constructions autorisées dans le futur tissu urbain (base : zones UB).</p> <p>Salubrité publique : préserver l'ensoleillement pour lutter contre l'humidité en cas de retrait.</p>

Article 2AU 8-Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)
Article 2AU 9-Emprise au sol	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)
Article 2AU 10-Hauteur maximale des constructions	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)
Article 2AU 11-Aspect extérieur	
Il n'est pas fixé de règle.	Anticipation de l'intégration des constructions autorisées dans le futur tissu urbain (base : zones UB). Préserver la qualité du cadre de vie et l'identité locale. Préserver et mettre en valeur le paysage urbain.
Article 2AU 12-Obligation de réaliser des places de stationnement	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)
Article 2AU 13-Espaces libres et plantations - Espaces Boisés Classés	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)
Article 2AU 14-Coefficient d'Occupation du Sol	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire (seules les ouvrages publics ou installations d'intérêt général sont possibles)

3.3 Zone A

Dispositions du règlement	Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol
Article A 1 -Occupations et utilisations du sol interdites	

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les constructions non liées aux activités agricoles, ✓ Les terrains de camping et de caravanage, selon les articles L.443-1 et R.443-1 du Code de l'Urbanisme, ✓ L'installation d'habitations légères de loisirs hors terrain aménagé, selon les articles R. 444-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. 	<p>Protection de l'activité agricole et de ses besoins. Protection de l'environnement visuel, sonore et olfactif à proximité des zones bâties.</p>
Article A 2- Occupations et utilisations du sol admises sous conditions	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ la création, les aménagements et extensions de constructions liées à une exploitation agricole, ✓ les constructions à usage d'habitation, de commerce ou de bureau liées à une exploitation agricole, ✓ les constructions liées à la diversification des activités agricoles, ✓ la construction d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général, ✓ les carrières, ✓ les éoliennes, ✓ la reconstruction des bâtiments sinistrés (hormis les habitations légères de loisirs), mais affectés à la même destination et dans les limites de la surface de plancher hors oeuvre nette correspondant à celle détruite, ✓ les affouillements et exhaussements du sol indispensables à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées ou admises. ✓ les antennes de téléphonie mobile ✓ les éoliennes 	<p>Prise en compte de besoins d'aménagements spécifiques nécessaires à l'activité agricole et ses évolutions. Prise en compte des constructions existantes. Préservation de la possibilité de répondre aux besoins en craie à l'échelle locale. Prise en compte des installations compatibles avec les activités agricoles. Prise en compte de l'intérêt public.</p>
Article A 3- Accès et voirie	
<p>Pour recevoir les constructions ou installations non interdites par les articles précédents, un terrain doit avoir accès à une voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage sur fonds voisins ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du Code Civil.</p> <p>Les caractéristiques des accès et des voiries doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc ...</p> <p>L'aménagement des accès et de leurs débouchés sur la voie de desserte doit être tel qu'ils soient adaptés au mode d'occupation de sols envisagé et qu'ils ne nuisent pas à la sécurité et à la fluidité de la circulation.</p>	<p>Garantir un accès à l'ensemble des terrains de la commune. Permettre un accès aux voies comprenant toutes les mesures de sécurité. Assurer un confort d'usage et améliorer la sécurité routière. Adapter les voies aux usages qu'elles supportent dans cette zone.</p>
Article A 4-Desserte par les réseaux	
<p><u>4.1. Alimentation en eau potable</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. ✓ Eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes. <p><u>4.2. Assainissement</u></p>	<p>Respect de la réglementation en vigueur Protection de l'environnement. Maîtrise des risques liés aux écoulements brusques sur les voies publiques. Protection du paysage Prise en compte des contraintes techniques de certains bâtiments</p>

<p>✓ Eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : le long des voies desservies par un réseau de collecte des eaux usées, raccordé à un système collectif d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées.</p> <p>En l'absence d'un tel réseau, l'assainissement individuel est autorisé, mais les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur et devront permettre la suppression de l'installation individuelle de traitement et le raccordement ultérieur au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il sera réalisé.</p> <p>✓ Eaux résiduaires professionnelles : leur rejet dans le réseau public ou le milieu naturel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.</p> <p>✓ Eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs.</p> <p>Les eaux pluviales s'écoulant sur les voies publiques seront collectées par canalisations, gargouilles ou caniveaux, selon l'exutoire et les dispositions arrêtées par la commune ou les services techniques la conseillant.</p> <p><u>4.3 Électricité – Téléphone</u></p> <p>L'alimentation en électricité et téléphone doit être assurée par un réseau souterrain ou un réseau en façade, sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.</p>	
Article A 5-Caractéristiques des terrains	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire vu les implantations autorisées
Article A 6-Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
<p>Les constructions doivent être implantées à au moins 10 mètres en retrait de l'alignement des voies de circulation. D'autres implantations sont possibles pour la construction d'ouvrages publics et d'équipements d'intérêt général.</p>	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Promotion de la qualité du cadre de vie et de travail.</p> <p>Sécurité routière (visibilité).</p>
Article A 7-Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
<p>Toute construction doit être implantée en retrait par rapport aux limites séparatives à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur de la façade intéressée, avec un minimum de 5 mètres.</p>	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Protection des paysages.</p> <p>Salubrité publique : préserver l'ensoleillement pour lutter contre l'humidité en cas de retrait.</p>
Article A 8-Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	
<p>Entre deux bâtiments doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et les bâtiments eux-mêmes, ainsi que le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.</p>	Non nécessaire vu les implantations autorisées
Article A 9-Emprise au sol	

Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire vu les implantations autorisées
Article A 10-Hauteur maximale des constructions	
<p>La hauteur des constructions à usage d'habitation ne doit pas excéder un niveau sur rez-de-chaussée plus comble éventuel (R+1+Combles).</p> <p>La hauteur au faîtage des autres constructions ne peut excéder 15 mètres, mesurés à partir du terrain naturel sauf contraintes techniques liées à l'activité.</p> <p>Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques ou fonctionnelles dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvrages publics et les constructions d'équipements d'intérêt général, - les bâtiments reconstruits après sinistre sans toutefois dépasser leur hauteur initiale. - Les éoliennes 	<p>Protection des paysages. Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p>
Article A 11-Aspect extérieur	
<p><u>11.1. Dispositions générales</u></p> <p>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».</p> <p>Les constructions et installations autorisées par le P.L.U. ne doivent nuire ni par leur volume ni par leur aspect à l'environnement immédiat et au paysage dans lesquels elles s'intégreront.</p> <p>Est interdite toute imitation d'une architecture étrangère à la région.</p> <p>L'aspect des matériaux doit éviter tout caractère de pastiche et être en harmonie avec le bâti ancien.</p> <p><u>11.2. Clôtures</u></p> <p>Les clôtures ne sont pas obligatoires.</p> <p>Les clôtures devront être conçues de manière à s'intégrer convenablement dans l'environnement où elles se situent et à s'harmoniser avec la ou les constructions existantes et dans le voisinage immédiat.</p> <p>Les clôtures seront, en bordure des voies, de style sobre et dépouillé et seront constituées d'un grillage doublé d'une haie vive d'essences locales non résineuses (ex : charmes, troènes ; cornouillers, noisetiers)</p> <p>Les clôtures à usage agricole ne sont pas réglementées cependant, les clôtures constituées de plaques béton sont interdites.</p>	<p>Protection des paysages, intégration des bâtiments dans leur environnement ;</p> <p>Sécurité routière (reflets sur les surfaces réfléchissantes).</p> <p>Homogénéité des constructions nouvelles à usage d'habitation avec les zones UB et 1AU.</p>

11.3. Dispositions particulières Les citernes à gaz liquéfié ou installations similaires seront implantées de manière à être non visibles de la voie publique ou dissimulées par des végétaux ou enterrées. Les volets roulants pourront être autorisés sous réserve de réaliser des coffres non visibles de l'extérieur. Pour cela, ils seront soit intégrés dans la maçonnerie, soit dissimulés par des lambrequins sauf en cas d'impossibilité technique. Les antennes paraboliques seront disposées de manière à ce qu'elles ne soient pas visibles de la voie publique, de préférence côté jardin. En cas de fixation sur les murs d'habitation, elles ne pourront excéder la hauteur des faîtages et seront de dimension modeste et de teinte neutre. Cette disposition n'est pas applicable en cas d'impossibilité technique.		
Article A 12-Obligation de réaliser des places de stationnement		
Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des nouvelles constructions et installations doit être assuré sur la parcelle.		Incitation au stationnement sur la parcelle pour éviter le stationnement en bordure de chaussée (sécurité routière, et confort du cadre de vie).
Article A 13-Espaces libres et plantations - Espaces Boisés Classés		
Des plantations d'accompagnement seront obligatoires pour toutes les nouvelles constructions. L'utilisation d'essences locales est préconisée. Les Espaces Boisés Classés sont soumis aux dispositions des articles L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Ce classement interdit tout changement d'affectation ainsi que tout mode d'occupation des sols, de nature à compromettre la conservation et la création de boisements.		Intégration paysagère Préservation du patrimoine écologique (article L 411-3 du Code de l'Environnement)
Article A 14-Coefficient d'Occupation du Sol		
Il n'est pas fixé de règle.		Non nécessaire au vu des autres dispositions du règlement (reculs, limitation de hauteur...)

3.4 Zone N

Dispositions du règlement	Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol
Article N 1 -Occupations et utilisations du sol interdites	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les constructions de toute nature, ✓ Les installations classées pour la protection de l'environnement, 	Étant la richesse environnementale et pour limiter tout impact sur la ZPS, la ZICO et la ZNIEFF, la

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les terrains de camping et de caravanage, selon les articles L.443-1 et R.443-1 du Code de l'Urbanisme, ✓ L'installation d'habitations légères de loisirs hors terrain aménagé, selon les articles R. 444-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, ✓ Les dépôts de toute nature, ✓ les éoliennes 	<p>zone est strictement interdite à toutes constructions</p> <p>Protection des paysages naturels.</p>
Article N 2- Occupations et utilisations du sol admises sous conditions	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ les antennes de téléphonie mobile à une distance supérieure à 100m de toutes habitations, ✓ L'ouverture et l'exploitation de carrières, ✓ les affouillements et exhaussements du sol indispensables à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées ou admises, ✓ les aménagements et les extensions des constructions agricoles et artisanales existantes limitées à 50 %, ✓ la reconstruction après sinistre des constructions liées aux activités agricoles et artisanales ✓ la construction d'ouvrages publics ou d'installations d'intérêt général, ✓ les constructions à usage d'équipement collectif et les équipements d'infrastructure. <p>Au sein du secteur Nh, sont de plus admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les aménagements et les extensions des constructions existantes limitées à 30 %, ✓ dans le secteur Na, la construction de nouveaux bâtiments liés à l'activité artisanale <ul style="list-style-type: none"> ✓ les aménagements et les extensions des constructions usage commercial existantes limitées à 50 %, ✓ la construction de garages et bâtiments annexes liés à une habitation, ✓ la reconstruction après sinistre de toute construction affectée à la même destination, dans les limites de la surface de plancher hors œuvre brute détruite et sous réserve que cela n'entraîne pas de nuisance pour le voisinage, <p>Au sein du secteur Nl, seules sont autorisées les installations éducatives, sportives, liées à la détente et aux loisirs.</p>	<p>Favoriser le développement limité des constructions situées en zone N (création du secteur Nh) et la pérennisation des bâtiments agricoles, artisanaux et commerciaux en leur permettant de se mettre aux normes.</p> <p>Protection des paysages naturels</p> <p>Protection du paysage bâti</p> <p>Favoriser le développement des champignonnières existantes</p> <p>Pouvoir faire évoluer les installations sportives et de loisirs.</p> <p>Autoriser la réalisation de la ligne à haute tension devant renforcer le réseau du soissonnais</p> <p>Pérenniser une activité artisanale depuis longtemps installée dans la commune</p>
Article N 3- Accès et voirie	
<p>Pour recevoir les constructions ou installations non interdites par les articles précédents, un terrain doit avoir accès à une voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage sur fonds voisins ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du Code Civil.</p> <p>Les caractéristiques des accès et des voiries doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc ...</p> <p>L'aménagement des accès et de leurs débouchés sur la voie de desserte doit être tel qu'ils soient adaptés au mode d'occupation de sols envisagé et qu'ils ne nuisent pas à la sécurité et à la fluidité de la circulation.</p>	<p>Sécurité routière.</p> <p>Confort d'usage.</p>
Article N 4-Desserte par les réseaux	
<p>4.1. Alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. 	<p>Respect de la réglementation en vigueur</p> <p>Protection de l'environnement.</p>

<p>✓ Eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.</p> <p>4.2. Assainissement</p> <p>✓ Eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : le long des voies desservies par un réseau de collecte des eaux usées, raccordé à un système collectif d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées. En l'absence d'un tel réseau, l'assainissement individuel est autorisé, mais les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur et devront permettre la suppression de l'installation individuelle de traitement et le raccordement ultérieur au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il sera réalisé.</p> <p>✓ Eaux résiduaires professionnelles : leur rejet dans le réseau public ou le milieu naturel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.</p> <p>✓ Eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs. Les eaux pluviales s'écoulant sur les voies publiques seront collectées par canalisations, gargouilles ou caniveaux, selon l'exutoire et les dispositions arrêtées par la commune ou les services techniques la conseillant.</p> <p>4.3 Électricité – Téléphone</p> <p>L'alimentation en électricité et téléphone doit être assurée par un réseau souterrain, sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.</p>	
Article N 5-Caractéristiques des terrains	
Il n'est pas fixé de règle.	Sans objet vu le petit nombre d'aménagements possibles
Article N 6-Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
<p>Toute construction doit être implantée à au moins 10 mètres en retrait de l'alignement des voies.</p> <p>En cas de rénovation, d'extension ou de reconstruction d'un immeuble déjà implanté, la construction nouvelle peut être édifiée avec le même recul.</p>	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Promotion de la qualité du cadre de vie.</p> <p>Sécurité routière (visibilité).</p>
Article N 7-Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
<p>La distance comptée horizontalement entre tout point de la construction et le point le plus proche de la limite parcellaire ne doit pas être inférieure à 3 mètres.</p>	<p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Protection des paysages.</p> <p>Salubrité publique : préserver l'ensoleillement pour lutter contre l'humidité en cas de retrait.</p>
Article N 8-Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	
Il n'est pas fixé de règle.	Sans objet vu le petit nombre d'aménagements

	possibles
Article N 9-Emprise au sol	
Il n'est pas fixé de règle.	Sans objet vu le petit nombre d'aménagements possibles
Article N 10-Hauteur maximale des constructions	
<p>La hauteur maximale des constructions autorisées ne peut excéder 10 mètres au faîtage, mesurés à partir du terrain naturel.</p> <p>Dans le secteur Na : 10 m à l'égout du toit à partir du terrain naturel</p> <p>Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques ou fonctionnelles dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvrages publics et les constructions d'équipements d'intérêt général, - les bâtiments reconstruits après sinistre sans toutefois dépasser leur hauteur initiale. 	<p>Protection des paysages.</p> <p>Prise en compte des besoins spécifiques de certains bâtiments</p> <p>Favoriser le développement d'une entreprise locale</p>
Article N 11-Aspect extérieur	
<p>11.1. Dispositions générales</p> <p>En application de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrage à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».</p> <p>Les constructions et installations autorisées par le P.L.U. ne doivent nuire ni par leur volume ni par leur aspect à l'environnement immédiat et au paysage dans lesquels elles s'intégreront.</p> <p>Est interdite toute imitation d'une architecture étrangère à la région.</p> <p>L'aspect des matériaux doit éviter tout caractère de pastiche et être en harmonie avec le bâti ancien.</p> <p>11.2. Clôtures</p> <p>Les clôtures ne sont pas obligatoires.</p> <p>Les clôtures devront être conçues de manière à s'intégrer convenablement dans l'environnement où elles se situent et à s'harmoniser avec la ou les constructions existantes et dans le voisinage immédiat.</p> <p>Les clôtures seront, en bordure des voies, de style sobre et dépouillé et seront constituées d'un grillage doublé d'une haie vive d'essences locales non résineuses (ex : charmes, troènes ; cornouillers, noisetiers)</p> <p>Les clôtures à usage agricole ne sont pas réglementées cependant, les clôtures constituées de plaques béton sont interdites.</p> <p>11.3. Dispositions particulières</p> <p>Les citernes à gaz liquéfié ou installations similaires seront implantées de manière à être non visibles de la voie publique ou dissimulées par des végétaux ou enterrées.</p> <p>Les volets roulants pourront être autorisés sous réserve de réaliser des coffres non visibles de l'extérieur. Pour cela, ils seront soit intégrés dans la maçonnerie, soit dissimulés par des lambrequins sauf en cas d'impossibilité technique.</p>	<p>Protection des paysages, intégration des bâtiments dans leur environnement ;</p> <p>Sécurité routière (reflets sur les surfaces réfléchissantes).</p>

Les antennes paraboliques seront disposées de manière à ce qu'elles ne soient pas visibles de la voie publique, de préférence côté jardin. En cas de fixation sur les murs d'habitation, elles ne pourront excéder la hauteur des faîtages et seront de dimension modeste et de teinte neutre. Cette disposition n'est pas applicable en cas d'impossibilité technique.	
Article N 12-Obligation de réaliser des places de stationnement	
Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des nouvelles constructions et installations doit être assuré sur la parcelle.	Eviter le stationnement sur les voies source potentiel d'accidents..
Article N 13-Espaces libres et plantations - Espaces Boisés Classés	
La plantation d'espèces locales est obligatoire en accompagnement des constructions. L'utilisation des thuyas et des espèces dérivées est déconseillée. L'utilisation d'essences locales est préconisée. Les Espaces Boisés Classés sont soumis aux dispositions des articles L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Ce classement interdit tout changement d'affectation ainsi que tout mode d'occupation des sols, de nature à compromettre la conservation et la création de boisements.	Protection des paysages naturels
Article N 14-Coefficient d'Occupation du Sol	
Il n'est pas fixé de règle.	Non nécessaire au vu des autres dispositions du règlement (reculs, limitation de hauteur...)

4. Superficies des zones et secteurs du PLU

4.1. Tableau récapitulatif des superficies de chaque zone et secteur

Superficie totale du territoire communal de BARISIS-AUX-BOIS : 1 511 hectares

Zones urbaines	
Zone U	51,16 ha
Total	51,16 hectares
Zones à urbaniser	
1AU	4,25 ha
2AU	4,22 ha
Total	8,47 hectares
Zones agricoles	
A	566,2 ha
Total	566,2 hectares
Zones naturelles	
N	878,32 ha
Na	0,75 ha
Nl	3,3 ha
Nh	2,8 ha
Total	885,17 hectares
Total général	1 511 hectares
Dont EBC	11,92 ha

4.2. Capacité d'accueil théorique des zones à urbaniser du P.L.U.

✓ La capacité résiduelle des zones urbaines n'est pas comptabilisée dans la mesure où leur perméabilité reste aléatoire, de plus les terrains encore disponibles au sein de ces zones ne permettent pas d'accueillir des opérations d'aménagement.

Capacité d'accueil des zones AU ¹¹		
Dénomination	Capacité d'accueil en superficie (m ²)	Capacité d'accueil en logements
Zone 1 AU « Le Château »	40 400 m ²	40 parcelles
Zone 2 AU « Bois de la Lantillère »	23 000 m ²¹²	20 parcelles

✓ Au total les potentialités d'accueil des zones AU créées permettraient d'accueillir environ 60 logements (soit environ 4 logements par an sur une quinzaine d'années) sachant que la zone 2AU ne sera ouverte à l'urbanisation qu'après modification du PLU. Ces chiffres théoriques répondent aux besoins exprimés par la commune de BARISIS-AUX-BOIS pour permettre un renouvellement de population.

Ces zones d'extension future de l'habitat se situent en continuité directe avec le tissu urbain existant. De plus, le règlement de ces zones à urbaniser répond aux objectifs fixés par la loi SRU en matière de mixité urbaine en laissant la possibilité d'accueillir aussi bien du logement qu'il soit individuel ou collectif que des constructions à usage d'activités tertiaires, de bureaux et de services compatibles avec le caractère résidentiel des zones concernées.



¹¹ Ces capacités d'accueil sont théoriques sachant que l'emprise des voies de desserte ainsi que les espaces réservés aux espaces verts ou de loisirs ne sont pas pris en compte dans ce mode de calcul ce qui contribue à réduire les potentialités de construction. Le nombre de constructions possibles est cité à titre indicatif. Il a été calculé à partir des schémas de desserte réalisés au cours de l'élaboration du PLU.

¹² La zone 2AU dans son ensemble s'étend sur 42 200m², dont seulement 23 000m² urbanisable. De larges espaces seront préservés et ne pourront accueillir d'habitations.

3^{EME} PARTIE

INCIDENCES DES DISPOSITIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Impact sur l'agriculture

Les impacts sur l'agriculture sont liés principalement à la modification de l'occupation des sols et cela par les mutations de terres agricoles en zone d'urbanisation ayant vocation à accueillir des constructions, en l'occurrence à usage d'habitat à BARISIS-AUX-BOIS. Cet impact reste faible sur le territoire de par :

- la superficie limitée des zones à urbaniser (la superficie totale des zones à urbaniser à vocation d'habitat représente moins de 1% de la superficie totale du territoire communal) ;
- la localisation des zones d'extension dans le cœur du bâti existant ou dans sa continuité limite le risque de morcellement de l'urbanisation préjudiciable aux activités agricoles ;
- Le règlement autorise des extensions importantes des constructions agricoles existantes en zone naturelle ainsi que la reconstruction après sinistre de façon à faciliter la mise aux normes et assurer la pérennisation des fermes encore en place.

2. Impact sur le paysage et le milieu naturel

Seront abordés les impacts sur le paysage naturel (milieu naturel) et sur le paysage urbain (zones bâties).

2.1. Le milieu naturel

Sur le plan paysager, les impacts sont également liés à la modification de l'occupation des sols, principalement par l'extension et le morcellement des zones bâties. Sur le territoire, cet impact est relativement faible de par la volonté des élus de situer les zones à urbaniser dans le prolongement des zones bâties existantes ou dans leur centre afin de ne pas favoriser de phénomène de mitage de l'urbanisation.

De plus, dans un souci de développement durable, la municipalité a souhaité préserver de l'urbanisation nouvelle, les espaces naturels, qualifiés de sensibles sur le plan paysager à savoir les versants boisés du territoire communal ainsi que les zones à risque, par un classement en zone naturelle et de quelques Espaces Boisés Classés.

En alternance avec les prairies et les espaces de cultures, ces boisements offrent aux habitants un cadre de vie agréable. De plus, ils sont un milieu naturel indispensable pour beaucoup d'espèces animales et végétales. La commune souhaite donc que ses bois soient préservés pour garantir au village la pérennité d'un environnement de qualité.

Impact sur la ZPS :

La création d'une zone 2AU en bordure d'une forêt (bois des Lantillère) est à prendre en compte à cause de la proximité immédiate d'une Zone de Protection Spéciale liée au classement Natura 2000 d'une partie du massif boisé de Saint Gobain.

L'impact d'un classement 2AU à cet endroit semble cependant relativement faible :

- a/ Les terrains classés en 2AU ne sont pas inclus dans la ZPS.
- b/ L'ouverture à l'urbanisation ne peut se faire que par modification du PLU, modification garante de l'information des services concernés.
- c/ Le secteur de la rue d'Enleval est globalement déjà bâti et de nombreuses constructions existent, cette zone 2AU d'une surface de 4 ha ne sera pas isolée et ne constitue pas un mitage de l'urbanisation qui porterait préjudice à la faune et la flore.
- d/ L'arrêt de la mise en culture contribuerait à la résorption du problème de coulée de boue et de plus, un aménagement écologique du site pourrait favoriser la protection de la lisière forestière qui est très souvent abîmée par la mise en culture au ras (passages des engins agricoles, traitements, « nettoyage » pour éviter l'ombre, etc...)

Il est donc proposé de réaliser une Orientation d'Aménagement Sectoriel sur cette zone 2AU qui devra être respectée lors d'une éventuelle modification.

Cette OAS affichera la création d'une bande inconstructible entre la forêt et les parcelles à bâtir d'une vingtaine de mètres de large. Cette bande pourrait être traitée comme une noue avec un fossé central et contenir une sente de promenade et quelques aménagements paysagés : plantations d'arbustes indigènes, installations de bancs...

Le chemin actuel devra être décalé vers l'intérieur et devenir une voirie. Les constructions seraient alignées sur cette voirie pour former une rue villageoise. Les jardins de ces maisons seront donc le long de la bande verte aménagée contribuant à lui donner encore plus d'épaisseur et à la qualifier en lieu de promenade.

Les talus donnant sur la rue d'Enleval seraient maintenus en espaces verts et non construits, cependant des accès piétons et/ou voitures pourront y être réalisés.

Cette faiblesse des impacts écologiques de ce classement 2AU conduit à ne pas rendre nécessaire une étude d'incidences sur la ZPS en l'état actuel. Cependant l'ouverture à l'urbanisation par le passage en 1AU devra faire l'objet du respect de l'OAS proposée ainsi que d'une étude fine et précise des aménagements hydrauliques à réaliser.

2.2. Le paysage urbain

L'impact du PLU sur le paysage urbain s'entend en terme d'intégration des constructions nouvelles au sein des zones bâties. Pour chacune des zones définies dans le PLU, et en particulier des zones d'habitat, un règlement a été établi visant à assurer une intégration harmonieuse des constructions nouvelles, notamment par l'application :

L'intégration harmonieuse des constructions nouvelles au sein du bâti existant et du paysage environnant et ce par la réglementation pour chacune des zones du P.L.U de l'article régissant « les aspects extérieurs » (réglementation des volumes, des façades, des parements extérieurs, des clôtures, des toitures, etc...).

3. Impact sur la santé publique, l'eau et les déchets

3.1. Le bruit

Le bruit est un élément fondamental, notamment dans le cadre de la mixité des fonctions urbaines (transport, artisanat, loisir, habitat...). Les points de conflits peuvent être multipliés entre les sources de bruit et les lieux calmes.

Toutefois, BARISIS n'est pas concerné par une infrastructure susceptible de générer de nuisance sonore.

3.2. L'air

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. La mise en œuvre du PLU doit être l'occasion d'une réflexion sur la prise en considération de cet aspect sur la santé publique.

C'est la raison pour laquelle, est interdite l'implantation d'installations classées soumises à autorisation au titre de la loi du 19 juin 1976 pour la protection de l'environnement et en tout état de cause, les constructions à usage d'activités susceptibles de générer des nuisances ou des dangers incompatibles avec le voisinage au sein des zones urbaines et à urbaniser.

Le règlement du PLU admet, tout de même l'installation d'activités si elles sont en accord avec le caractère de la zone.

3.3. Gestion des déchets

Le traitement des déchets est assuré par la communauté de communes du Val de l'Ailette. Elle est organisée en porte-à-porte¹³, en tri sélectif. Dans chaque foyer, quatre conteneurs sont mis à disposition :

¹³ Les résidences secondaires fonctionnent en apport volontaire.

- pour les emballages
- pour le papier,
- pour le verre,
- pour les déchets résiduels.

Les ordures ménagères résiduelles sont collectées une fois par semaine (le mercredi pour les habitants de BARISIS) et les valorisables sont collectés à des fréquences diverses : les emballages sont également ramassés toutes les semaines, les verres les semaines paires et les papiers, les semaines impaires.

Par ailleurs, une collecte des encombrants est également réalisée à BARISIS, au rythme d'une fois par an.

Une déchetterie est également ouverte aux habitants. Elle se situe au lieu-dit « Les Michettes » à Coucy-le-Château.

Les nouvelles habitations seront rattachées au circuit existant.

3.4. Alimentation en eau potable

La production d'eau et son stockage sont gérés par le syndicat des eaux de Sinceny Autreville et la compagnie des eaux et de l'Ozone.

L'installation principale du syndicat se situe à Sincery permettant le traitement de 4 800m³/jour. L'alimentation s'effectue par deux forages situés sur la commune de Sincery (refoulée dans 13 réservoirs de 43 00m²) et une station de traitement, également située à Sincery.

Deux bâches sont également présentes sur le territoire communal :

Nom de l'installation	Capacité des réservoirs
Bâche BARISIS Bernagousse	40 m ³
Bâche BARISIS Le Crotoir	40 m ³

Les volumes d'eau consommés annuellement sont de 468 943m³ pour l'ensemble du syndicat.

L'extension des zones d'habitation est conditionnée par le réseau d'eau consommable.

Par ailleurs, ces réseaux sont actuellement de trop petite taille pour satisfaire les exigences en matière de service incendie, tout en conservant une alimentation d'eau potable satisfaisante pour les habitants. Un projet d'amélioration est bien avancé avec la création d'un réservoir incendie qui va être réalisé au cœur du village suite à l'acquisition de terrains par la municipalité. Il devrait prendre forme début 2008, à l'arrière de l'école et assurer la sécurité incendie sur un rayon de 400 mètres autour de l'installation.

Désormais le SIAN – SIDEN a la compétence eau et assainissement. La Communauté de Communes du Val de l'Ailette (CCVA) a pris la compétence du réseau non collectif.

La commune est couverte par un schéma d'assainissement qui préconise du collectif pour la zone villageoise et du non collectif pour l'habitat dispersé et les hameaux. C'est la CCVA qui ayant la compétence devra faire réaliser les contrôles sur le non collectif.

Globalement le développement de l'urbanisation est cohérent avec les réseaux.

4. Autres impacts

4.1. Les zones à risque du territoire communal

BARISIS-AUX-BOIS connaît divers risques, déjà cités auparavant.

- Inondation et zones humides,
- Coulées de boue,
- Risques d'effondrement suite à l'existence de creutes.

Les secteurs connus à risque sont identifiés sur le plan de zonage du PLU et préservés de toute urbanisation, par un classement en zone naturelle. Le Plan de Prévention contre les risques d'inondation et de coulées sont proscrits à l'urbanisation.

Par ailleurs, la zone 2AU au lieu-dit « les Bois de la Lantillère » se situe à proximité des secteurs connus à risques. Son classement visant une urbanisation à long terme se justifie par la volonté de réaliser des travaux pour réguler l'évacuation des eaux pluviales. Une première réflexion a déjà été proposée.

Face à cette difficulté, il est proposé de profiler le chemin rural dit « Lantillère », de sorte à acheminer les eaux au carrefour du dit chemin et de la rue des Dames. Un bassin de décantation à ce croisement sera créé afin de recevoir les eaux ; le débit de fuite de ce bassin s'écoulerait dans le réseau pluvial existant si celui-ci en a la capacité.

En aval des champs de maïs sur les parcelles 98, 99, 100, 113, et 108, il sera nécessaire de réaliser une noue hydraulique faisant office de décanteur et de fossé de protection ; une buse de DN 400 entre les parcelles 114 et 112 assurerait la vidange vers le réseau collectif communal pour conduire les eaux vers le ru.

Par ailleurs, il est conseillé aux agriculteurs d'éviter les cultures à fort ruissellement en particulier au dessus des habitations, et, lors des labours de ne pas éroder les bordures enherbées des chemins.

Cette réflexion vaut sur le principe mais une analyse plus poussée sera nécessaire pour réaliser les travaux, garants de la sécurité des futurs résidents.

4.2. Trafic et sécurité routière

Quatre départementales traversent le territoire communal. Bien que ces axes ne soient pas classés à grande circulation, une réflexion doit limiter la création d'accès, pour desservir les zones d'extension.

Trois accès sont prévus pour assurer la liaison de la zone 1AU du « Château » avec l'existant.

4.3. Impact sur le patrimoine archéologique

Conformément au décret n°2002-89 du 16 janvier 2002 relatif à l'archéologie préventive, un arrêté accompagné de la carte de recensement des contraintes archéologiques répertoriées à BARISIS sera proposé à signature du préfet de région. Le projet de carte recense les contraintes archéologiques et définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir autorisations d'installations, travaux divers et autorisations de lotir devront être transmises à la DRAC.

D'après l'article R.111-3-2 du code de l'urbanisme disposant que : « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques » est d'ordre public et d'application générale sur l'ensemble du territoire, y compris par conséquent dans les communes dotées d'un PLU approuvé.



ANNEXES

Fiches Znieff...

ZNIEFF « Massif forestier de Saint-Gobain »

ZICO « forêts picarde, massif de Saint-Gobain »

Natura 2000 – Zone de Protection spéciale

un corridor écologique

Fiche paysage de l'Aisne + en parler dans le rapport (environnement et justification zonage)